ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 30 avril 1984, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relatif à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire dans la région de langue allemande", a donné le 3 août 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 30e april 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het gebruik van de Duitse taal in gerechtszaken en de rechterlijke organisatie in het Duitse taalgebied", heeft de 3e augustus 1984 het volgend advies gegeven :

I. OBJET.

L'avant-projet de loi tend à scinder l'arrondissement judiciaire de Verviers en deux arrondissements distincts. Le premier, dont les tribunaux de première instance, du travail et de commerce ont leur siège à Verviers, est unilingue français. Le second, dont les tribunaux de première instance, du travail et de commerce ont leur siège à Eupen, est bilingue allemand-français.

Dans ce second arrondissement, la langue de la procédure est l'allemand sauf si les parties demandent à être jugées en français, auquel cas les tribunaux statuent en français.

Par voie de conséquence, la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire subit de nombreuses modifications afin de placer l'allemand sur un pied d'égalité avec le français et le néerlandais.

Enfin, une phase transitoire est établie en attendant que soit atteint le nombre minimum de magistrats et de membres du personnel des greffes et du parquet ayant justifié de la connaissance de l'allemand, nécessaire pour constituer l'arrondissement judiciaire d'Eupen.

L'avant-projet de loi se situe ainsi dans le prolongement des nouvelles dispositions relatives à la Communauté germanophone, à savoir les articles 3ter et 59ter de la Constitution, et la loi du 31 décembre 1983.

+

+ +

.../...

II. OBSERVATIONS PREALABLES.

1. L'avant-projet de loi apporte des modifications à l'emploi de la langue allemande devant les juridictions militaires et aux exigences relatives à la connaissance de l'allemand par les membres de certaines de ces juridictions.

Il s'impose, en conséquence, que le projet soit présenté également et l'arrêté de présentation contresigné par le Ministre de la Défense nationale. Selon le délégué du Ministre, ce dernier a marqué son accord sur le texte soumis au Conseil d'Etat.

2. L'avant-projet de loi apporte aussi des modifications aux exigences relatives à la connaissance de l'allemand par les conseillers sociaux à la Cour du travail de Liège et par les juges sociaux.

La présentation devrait donc en être faite aussi par les Ministres ayant le travail et les classes moyennes dans leurs attributions.

+

\+ +

INTITULE.

L'intitulé pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Projet de loi relatif à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire".

DISPOSITIF.

Articles ler et 2.

1. Tout comme l'article ler actuel de la loi du 15 juin 1935, le texte proposé utilise l'expression "les juridictions civiles de première instance". Par là, sont visés les tribunaux de première instance statuant en premier ressort (ou en premier et dernier ressort) et les justices de paix. L'expression s'oppose ainsi à celle de "juridictions d'appel" dont le chapitre III de la loi de 1935, et notamment l'article 24, font usage.

Alors que l'article ler de la loi de 1935 utilise à bon droit les termes "juridictions ... commerciales de première instance" pour se référer aux tribunaux de commerce statuant au premier degré, ainsi que les justices de paix qui connaissent de litiges commerciaux (voyez les articles 590 et 573 du Code judiciaire), l'avant-projet cite expressément les tribunaux de commerce alors que ceux-ci statuent soit en premier ressort, soit en appel (voyez l'article 577 du même Code). Il serait plus exact d'écrire au début des deux alinéas de l'article ler et au début de l'article 2 :

"Devant les juridictions civiles et commerciales de première instance, et les tribunaux du travail dont ...".

2. L'article ler, alinéa 2, en projet, concerne l'arrondissement judiciaire d'Eupen.

.../...

Outre l'observation formulée ci-avant, il convient de remarquer que la présentation logique des dispositions rend souhaitable de faire de cet alinéa 2, un article séparé, qui devrait être un article 2bis de la loi de 1935, contenu dans un article 3 du projet.

Si cette suggestion était suivie, il s'imposerait :

1° de modifier en conséquence les références que de nombreuses dispositions de l'avant-projet font à l'article 1er, alinéa 1er ou alinéa 2;

2° d'insérer dans l'avant-projet une deuxième disposition nouvelle, rédigée comme suit :

"Article 4.-

A l'article 3, alinéa 1er, de la même loi, les mots "à l'article précédent" sont remplacés par les mots "à l'article 2".

Article 3 (devenant 5).

L'article devrait être rédigé comme suit (1) :

.../...

---

(1) Code-formulaire de légistique, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982, p. 60, n° 93.

"Article 5.-

L'article 5 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 et par l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, est abrogé".

Article 5 (devenant 7).

L'article devrait être rédigé comme suit, compte tenu notamment des observations faites à propos des articles 1er et 2 :

"Article 7.-

L'article 7, § 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en néerlandais ou en allemand devant les juridictions indiquées à l'article 1er, ou en français ou en allemand devant les juridictions indiquées aux articles 2 et 3, ou en allemand devant les juridictions indiquées à l'article 4, § 1er, ou en néerlandais devant les juridictions indiquées à l'article 2bis, la cause est renvoyée à la juridiction de même ordre la plus proche située dans une autre région linguistique ou à la juridiction de même ordre de cette autre région désignée par le choix commun des parties.

Lorsque les parties demandent de commun accord devant les juridictions indiquées à l'article 2bis que la procédure soit poursuivie en français, la procédure est poursuivie en français devant cette même juridiction.

.../...

La demande prévue au présent paragraphe doit être faite par le demandeur dans l'acte introductif d'instance. Elle peut également être introduite par le défendeur. Elle doit être acceptée par les parties avant toute défense et toute exception, même d'incompétence".

Article 6 (devenant 8).

1. L'article ler énumère désormais des provinces et des arrondissements (au lieu d'un seul). L'article 10 de la loi devrait donc, de toute façon, être adapté à cette situation nouvelle. Cependant, l'alinéa 2 en projet recourt à juste titre à la notion de "région de langue allemande", expression qui se retrouve d'ailleurs à l'article 20 et à l'article 28 de l'avant-projet.

2. Les termes "concordat préventif à la faillite", qui figurent à l'article 10, alinéa ler, de la loi, sont désuets. Les lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946, imposent de recourir à l'expression "concordat judiciaire".

3. Il y a discordance entre le texte néerlandais et le texte français de l'alinéa 2 en projet. L'exposé des motifs indique que c'est le texte néerlandais qui est incomplet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 10. En matière de concordat judiciaire, de faillite ou de demande de sursis de payement, les avis, convocations et propositions dont la publication est requise par la loi, sont faits en français dans la région de langue française, en néerlandais dans la région de langue néerlandaise, en allemand et en français dans la région de langue allemande, et en néerlandais et en français dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale".

Article 7 (devenant 9).

Les modifications apportées par l'article 28, 2°, de l'avant-projet à l'article 11, alinéa 1er, de la loi de 1935 gagneraient à être introduites dans l'article 7. Le texte peut dès lors être simplifié, ainsi qu'il est proposé :

"Article 9.-

A l'article 11 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots "en français dans les communes wallonnes et en néerlandais dans les communes flamandes" sont remplacés par "en français dans la région de langue française, en néerlandais dans la région de langue néerlandaise et en allemand dans la région de langue allemande";

2° les alinéa 3 et 4 sont abrogés".

Article 8 (devenant 10).

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

L'article 14, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels statuant en première instance, toute la procédure est faite en français, en néerlandais ou en allemand, selon que le siège de ces juridictions est établi dans les provinces et les arrondissements indiqués respectivement à l'article ler, à l'article 2, ou à l'article 2bis".

Article 9 (devenant 11).

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

L'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 2 juillet 1969, est abrogé".

Article 10 (devenant 12).

L'article 18 en projet rassemble en un texte les dispositions relatives aux juridictions militaires qui figurent aux articles 18, 21 et 25 de la loi de 1935.

Dans l'état actuel de la loi, l'article 25, alinéas ler et 2, vise la Cour d'appel jugeant en matière répressive, en premier et dernier ressort, tandis que l'alinéa 3 se réfère à la Cour militaire statuant en premier et dernier ressort. L'article 25 est placé dans le chapitre III intitulé "Emploi des langues devant les juridictions d'appel". Transférer la disposition relative à la Cour militaire dans l'article 18 rompt la logique du chapitre III et de l'article 25, et ce même si cette disposition se borne à une référence à l'article 18.

.../...

Aussi est-il suggéré d'omettre de l'article 18 en projet le paragraphe 4 dont l'objet est semblable à l'actuel article 25, alinéa 3, de la loi de 1935. Une proposition de texte sera formulée pour ce dernier article.

Article 12 (devenant 14).

1. Seuls les alinéas 1er à 3 de l'article 22 de la loi de 1935 ont été modifiés par la loi du 24 mars 1980.

2. L'objet de l'article 12, 2°, qui concerne la Cour militaire, sera transféré, sous forme de référence, à l'article 25 de la loi de 1935 (article 14 de l'avant-projet).

3. Le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

A l'article 22, alinéa 4, de la même loi, les mots "du tribunal de police ou du tribunal correctionnel siégeant en premier degré" sont remplacés par les mots "du tribunal de police, du conseil de guerre ou du tribunal correctionnel siégeant en premier degré".

Article 13 (devenant 15).

L'article 23, alinéa 4, en projet, impose le renvoi à la juridiction de même ordre la plus rapprochée de celle devant laquelle le prévenu a demandé le changement de langue.

.../...

Le texte originel établissait deux exceptions à cette règle : soit que le tribunal déclare avoir une connaissance suffisante de la langue de l'inculpé, soit qu'il déclare "ne pouvoir faire droit à la demande de l'inculpé à raison des circonstances de la cause".

Ces deux exceptions au renvoi ont été omises dans le nouveau texte. Plus particulièrement, la deuxième exception a disparu sans qu'une explication soit fournie par l'exposé des motifs ou par les délégués du Ministre.

+

L'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit :

"Dans les cas visés aux alinéas ler à 3, le tribunal ordonne ...".

Article 14 (devenant 16).

1. L'actuel article 25, alinéa 3, de la loi de 1935, est relatif à la Cour militaire statuant en premier et dernier ressort. Cette disposition a été transférée, par l'avant-projet de loi, à l'article 18, § 4 (article 10 du projet). Comme il a été dit lors de l'examen de cet article, il est préférable de maintenir une telle disposition dans l'article 25, et de la compléter comme il est prévu dans l'article 18, § 4, en projet, et comme l'observation 2 faite sous l'article 12 du projet le suggère. Un texte sera proposé.

.../...

2. Selon l'alinéa 3 en projet de l'article 25 (article 14, 2°, de l'avant-projet),

> "Devant la Cour d'appel de Liège, la procédure est faite en allemand lorsque l'inculpé exerce des fonctions près de l'une des juridictions de l'arrondissement judiciaire d'Eupen ou a sa résidence légale dans le ressort d'une de ces juridictions".

Des articles 24, 32, 4°, et 34, il ressort que les juges des tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen,d'une part, et des tribunaux du travail de ces arrondissements, d'autre part, sont les mêmes.

Parmi ces juges, seuls certains doivent justifier de la connaissance de l'allemand (voyez l'article 24 de l'avant-projet), mais il se peut que des juges unilingues francophones siègent dans les tribunaux du travail et de commerce d'Eupen si la procédure s'y déroule en français.

Tel qu'il est rédigé, l'article 25, alinéa 3, en projet aurait pour effet que les juges des tribunaux du travail et de commerce de Verviers seraient soumis à une procédure en langue allemande devant la Cour d'appel de Liège, puisqu'ils sont à la fois juges aux tribunaux de Verviers et d'Eupen.

3. L'article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 16.-

A l'article 25 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° L'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Devant la Cour d'appel, jugeant en matière répressive en premier et dernier ressort, la procédure est faite en français, en néerlandais ou en allemand selon que le prévenu exerce des fonctions près d'une des juridictions prévues respectivement à l'article 1er, aux articles 2 et 3, ou à l'article 2bis, ou qu'il a sa résidence légale dans le ressort de l'une de ces juridictions".

2° L'alinéa 3 est remplacé par les deux alinéas suivants :

"Lorsque le prévenu exerce des fonctions près des tribunaux du travail ou des tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen ou lorsqu'il a sa résidence légale dans le ressort de l'une de ces juridictions, la procédure devant la Cour d'appel de Liège est faite en français ou en allemand selon que le prévenu fait usage à l'information de l'une ou de l'autre de ces langues.

Devant la Cour militaire, jugeant en premier et dernier ressort, ainsi que devant la commission judiciaire près cette Cour, la langue de la procédure est déterminée conformément à l'article 18".

Article 16 (devenant 18).

Le texte de l'article 28, alinéa 3, en projet, serait plus clairement rédigé comme suit :

"Si la décision attaquée a été rendue en allemand, l'arrêt est en outre traduit dans cette langue".

.../...

Article 17 (devenant 19).

L'article complète l'article 29 de la loi de 1935 par deux nouveaux alinéas. Le texte complet de cet article se lirait comme suit :

"Dans la procédure postérieure au prononcé de l'arrêt, sont appliquées les règles relatives à l'emploi des langues qui régissaient l'instance sur laquelle a statué la décision dénoncée.

La règle énoncée à l'alinéa 1er s'applique également aux décisions cassées rendues en allemand, sans préjudice de l'application de l'article 60, § 3.

Dans ce cas, la procédure devant la juridiction de renvoi est faite dans la langue de cette juridiction. Les parties ont le libre choix de la langue; à leur demande, il est fait appel à un traducteur juré; les frais sont à charge du Trésor. L'arrêt ou le jugement est traduit en allemand".

En règle, la procédure postérieure à la prononciation de l'arrêt de la Cour de cassation a lieu dans la même langue que celle qui régissait l'instance sur laquelle a statué la décision cassée.

Plusieurs hypothèses doivent être envisagées :

a) Un jugement rendu en premier et dernier ressort par le juge de paix d'Eupen (article 617 du Code judiciaire par exemple) peut être cassé par la Cour de cassation qui renverra l'affaire devant le juge de paix de Saint-Vith.

L'article 29, alinéa 1er, -et l'alinéa 2, sur ce point n'ajoute rien à l'alinéa 1er- est applicable.

.../...

Si le jugement du juge de paix de Saint-Vith est, à son tour,cassé, la Cour ordonnera le renvoi devant un autre juge de paix qui ne sera ni celui d'Eupen ni celui de Saint-Vith. En pareil cas, le juge saisi sur renvoi peut appliquer l'article 60, § 3, de la loi de 1935 (selon l'avant-projet).

b) Si le jugement cassé a été rendu par le tribunal de première instance, le tribunal du travail ou le tribunal de commerce d'Eupen, la Cour de cassation renverra l'affaire devant ce même tribunal autrement composé. Des problèmes surgiront pour constituer le siège : appel devra être fait aux éventuels juges suppléants.

Si la Cour renvoie devant le tribunal d'un autre arrondissement, l'article 60, § 3, de la loi de 1935 sera applicable (selon l'avant-projet).

c) Si l'arrêt rendu en allemand par la Cour d'appel de Liège est cassé, le renvoi se fera nécessairement devant une juridiction du même degré statuant en français ou en néerlandais. L'article 60, § 3, qui, d'après l'avant-projet, serait en ce cas applicable est rédigé comme suit :

> "Tout membre d'une juridiction est considéré comme empêché s'il ignore la langue à employer conformément à la présente loi. Si, en raison de cet empêchement, il est impossible, dans une juridiction de composer le siège, la cause est renvoyée devant une juridiction de même ordre et du même ressort d'appel.
>
> Le renvoi est fait conformément aux articles 7 et 20; la décision n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel".

Cet article 60, § 3, sur lequel on reviendra (observation finale n° V), n'apporte aucune solution aux problèmes qui se posent aux juridictions de renvoi; il est en outre inapplicable au cas du renvoi après cassation de l'arrêt de la Cour d'appel de Liège, car une autre Cour est, par définition, d'un autre "ressort d'appel".

L'alinéa 2, en projet, de l'article 29 de la loi de 1935, n'a d'autre but que de faire référence à l'article 60, § 3, et ce dernier est censé introduire la règle contenue à l'alinéa 3 en projet.

Aussi est-il proposé de rédiger plus simplement l'article comme suit :

"Article 19.-

L'article 29 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Lorsque la décision cassée a été rendue en allemand et que le renvoi a lieu devant une juridiction qui ne statue pas en cette langue, la procédure devant cette juridiction est faite dans la langue de cette dernière. Les parties ou le prévenu selon le cas, ont le choix entre la langue de la juridiction ou la langue allemande. A la demande des parties ou de l'une d'elles, ou d'office, le juge peut ordonner qu'il soit fait appel à un traducteur; les frais sont à charge du Trésor. L'arrêt ou le jugement est traduit en allemand".

Article 20 (devenant 24) (1).

L'article 42, alinéa ler, de la loi, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"Au sens de la présente loi, les régions de langue française, de langue néerlandaise et de langue allemande sont celles que définissent les articles 3, 4 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966".

.../...

---

(1) Dans l'une des observations qui seront faites sous l'article 28 du projet, il sera proposé d'insérer un article nouveau entre les articles 19 et 20 de l'avant-projet. Dans l'une des observations finales (n° I), il sera proposé d'insérer au même endroi une autre disposition nouvelle. La première porterait le numéro 22 et la deuxième le numéro 23.

Article 21 (devenant 25).

1. A la fin de la disposition, il y a lieu de supprimer les mots "alinéa ler" pour les raisons exposées à propos des articles ler et 2.

2. Suivant le paragraphe 10 de l'article 43 de la loi du 15 juin 1935,

> "Nul ne peut être nommé notaire dans les provinces et les arrondissements indiqués aux articles ler et 2 de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, s'il ne justifie, par son diplôme, qu'il a subi les examens de la licence en notariat dans la langue prévue par la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire pour les juridictions de première instance de l'arrondissement dans lequel il serait appelé à exercer ses fonctions".

La création d'un arrondissement judiciaire de langue allemande rendra l'application de cette disposition impossible dans cet arrondissement faute de diplôme de licence en notariat en langue allemande.

Il appartiendra au Gouvernement d'adapter ce paragraphe 10 à la situation nouvelle créée par le projet.

Article 22 (devenant 26).

Les modifications apportées à l'article 43bis, § ler, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 par la loi du 26 juin 1974 ayant été absorbées par celles que la loi du 24 mars 1980 y a elle-même apportées, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Dans l'article 43bis de la même loi, y inséré par la loi du 10 octobre 1967, le paragraphe ler, alinéa 2, modifié par la loi du 24 mars 1980, est remplacé par les deux alinéas suivants :".

Suivant l'alinéa 2 du texte en projet, appelé à devenir l'alinéa 3 de l'article 43bis, § 1er,

> "Si au moment de la présentation le nombre minimum de conseillers appelés à justifier de la connaissance de la langue allemande n'est pas atteint, doivent être présentés le ou les candidats ayant justifié de cette connaissance".

Les mots "le ou" doivent certainement être omis.

En effet, aux termes de l'article 99, alinéa 2, de la Constitution :

> "Les conseillers des cours d'appel et les présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance de leur ressort, sont nommés par le Roi, sur deux listes doubles, présentées l'une par ces cours, l'autre par les conseils provinciaux".

Une liste qui présenterait deux candidats, dont l'un seulement remplirait les conditions légales de nomination, ne serait plus une liste double au sens de l'article 99, alinéa 2, précité, puisque le choix du Roi, que le constituant a entendu préserver, se trouverait supprimé par l'obligation de nommer le seul candidat remplissant les conditions légales.

.../...

Pour le surplus, la même disposition constitutionnelle ferait obstacle à ce que l'alinéa en projet soit compris comme imposant à la cour d'appel et au conseil provincial de présenter un candidat par le seul fait que celui-ci aurait justifié de sa connaissance de l'allemand, indépendamment de toute appréciation de ses autres mérites.

Il apparaît ainsi que l'alinéa en projet est ou bien contraire à la Constitution, ou bien superflu.

Il va de soi, en effet, si la loi exige par ailleurs un nombre minimum de conseillers bilingues, en l'occurrence deux (articles 43bis, § 1er, alinéa 2, nouveau) que, lorsqu'il y a lieu à nomination d'un conseiller bilingue, les présentations doivent être faites de telle manière que l'article 99, alinéa 2,et cette exigence légale soient respectés l'un et l'autre et que, par suite, deux listes doubles de candidats bilingues doivent être présentées.

Si l'intention du Gouvernement était d'imposer qu'en cas de vacances multiples, les présentations à la fonction ou aux fonctions réservées à un magistrat ou à deux magistrats bilingues soient faites avant les autres, l'alinéa en projet devrait être rédigé tout autrement qu'il ne l'est. Encore faudrait-il apercevoir qu'une exigence aussi rigoureuse pourrait nuire au bon fonctionnement de la Cour et à la résorption de l'arriéré judiciaire.

.../...

Article 23 (devenant 27).

L'alinéa 1er en projet, appelé à devenir l'alinéa 2 de l'article 43ter de la loi du 15 juin 1935, impose notamment que deux conseillers à la Cour du travail de Liège justifient de la connaissance de la langue allemande.

Cette exigence, dans la mesure où elle est liée aux nécessités du service, n'appelle aucune observation.

Il n'en va pas de même de la justification qui lui est donnée dans l'exposé des motifs, où l'on peut lire :

> "Par ailleurs, le nombre de conseillers devant justifier de la connaissance de la langue allemande (2) découle des exigences instituées par l'article 104, alinéa 6, du Code judiciaire installant des Chambres à deux conseillers et un conseiller social".

Cette assertion est contestable en tant qu'elle implique une règle qui ne découle d'aucun texte, savoir que les membres du siège devraient, tous trois, avoir justifié de la connaissance de la langue allemande pour être admis à siéger dans une chambre appelée à connaître d'affaires devant être traitées dans cette langue (1).

Cette règle hypothétique aurait d'ailleurs pour effet de rendre la composition du siège pratiquement impossible dans tous les cas où l'un des deux magistrats ayant justifié de la connaissance de la langue allemande se trouverait empêché. En outre, elle ne se concilierait pas avec le fait qu'en ce qui concerne les conseillers sociaux, la disposition ne précise pas le titre auquel les uns et les autres auraient été nommés.

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Comme on l'a souligné plus haut, l'article 60, § 3, de la loi du 15 juin 1935 est en l'occurrence inapplicable, la cause ne pouvant être renvoyée "devant une juridiction de même ordre et du même ressort d'appel".

Ce passage de l'exposé des motifs doit donc être revu en ce qu'il paraît donner au texte en projet dans l'article 23, et indirectement au texte en projet dans l'article 22, une portée excessive.

On observera qu'à l'alinéa 2 du texte en projet, destiné à devenir l'alinéa 3 de l'article 43ter, il y a une discordance flagrante entre le texte français "peuvent seuls être nommés" et le texte néerlandais "mogen alleen ... worden voorgedragen ...". Ce dernier texte est certainement erroné puisqu'il n'y a pas de présentation à la Cour du travail.

Il y a encore une autre discordance entre le texte français "Si au moment de la vacance ..." et le texte néerlandais "Indien voor een vacante betrekking ...".

Comme il va de soi que le Roi ne peut nommer que des candidats qui remplissent les conditions fixées par la loi, la seule portée normative propre de la disposition consiste, semble-t-il, à imposer, en cas de vacance de plus de places qu'il ne faut de magistrats bilingues, de procéder par priorité aux nominations qui pourvoiront aux vacances dans le "cadre bilingue".

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que telle serait bien l'intention du Gouvernement. Celle-ci devrait être traduite plus clairement dans le texte.

Il appartiendra au surplus au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier, comme la remarque en a déjà été faite, si le caractère rigoureux d'une telle exigence ne risque pas de nuire, dans certains cas, au bon fonctionnement de la Cour du travail de Liège.

Articles 24, 30 et 34 (devenant 28 et 34).

L'alinéa 2 en projet dans l'article 24 appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 43bis, § 1er, alinéa 3, en projet.

Il doit être omis ou revu.

L'article 34 est en relation directe avec un problème déjà soulevé. Dans le système de l'avant-projet, les juges du tribunal du travail et ceux du tribunal de commerce de Verviers desservent en même temps les tribunaux d'Eupen, alors que si tous les juges ont la connaissance du français, seuls certains d'entre eux ont la connaissance de l'allemand. En pratique donc, ce seront les juges bilingues qui exerceront dans les tribunaux d'Eupen.

Comme les présidents des tribunaux du travail et de commerce d'Eupen, qui sont également présidents des mêmes tribunaux de Verviers, n'ont pas nécessairement la connaissance de l'allemand, il leur est légalement impossible de siéger au tribunal d'arrondissement d'Eupen sauf dans deux hypothèses : soit que ces présidents aient la connaissance de l'allemand, soit qu'un changement de la langue de la procédure ait été demandé.

Actuellement, il arrive que le tribunal d'arrondissement de Verviers doive statuer en allemand. En ce cas, chaque président désigne un juge germanophone de son tribunal pour le remplacer au tribunal d'arrondissement.

L'article 74 du Code judiciaire paraît d'ailleurs suffisant pour atteindre le but recherché par le Gouvernement. En effet, "le tribunal d'arrondissement est composé du président du tribunal de première instance, du président du tribunal du travail et du président du tribunal de commerce ou des juges qui, dans chacun de ces tribunaux, les remplacent".

.../...

L'article 34 présenterait un intérêt plus grand s'il établissait le principe que, au tribunal du travail et au tribunal de commerce d'Eupen, les fonctions de président sont exercées par le juge de chacun de ces tribunaux qui justifie de la connaissance de la langue allemande lorsque les présidents ne justifient pas de cette connaissance.

Selon l'article 46 en projet (article 24 de l'avant-projet), il y a un juge au tribunal du travail et un juge au tribunal de commerce qui doivent justifier de la connaissance de la langue allemande.

Ainsi présenté, l'article 34 opère de plein droit le remplacement du président, que ce soit pour l'exercice des compétences attachées à la fonction présidentielle, ou pour la participation au tribunal d'arrondissement.

L'article 34 gagnerait, dès lors, à être rédigé dans les termes qui seront proposés ci-après. Comme il est préférable d'introduire cet article dans une loi existante, il est suggéré de l'insérer dans la loi de 1935 sous la forme d'un paragraphe 3 d'un nouvel article 45bis.

Le texte suivant est proposé pour les articles 24 et 30. L'article 24 ajoute un article 45bis à la loi de 1935. L'article 30 est complété en vue d'abroger l'actuel article 46, alinéa 1er.

"Article 28.-

Un article 45bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 45bis. § 1er. Dans l'arrondissement d'Eupen, nul ne peut être nommé aux fonctions de président, vice-président, juge ou juge suppléant au tribunal de première instance, de procureur du Roi ou de substitut du procureur du Roi, de juge de paix effectif

.../...

ou suppléant, de juge effectif ou suppléant au tribunal de police, ou de juge de complément dans une justice de paix ou dans un tribunal de police, s'il ne justifie de la connaissance de la langue allemande, et en outre s'il ne justifie par son diplôme qu'il a subi les examens de la licence en droit en langue française ou s'il ne justifie de la connaissance de la langue française.

§ 2. Parmi les magistrats des tribunaux du travail et des tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen, un juge et douze juges sociaux aux tribunaux du travail, un substitut de l'auditeur du travail près ces tribunaux, un juge et quatre juges consulaires aux tribunaux de commerce doivent justifier de la connaissance de la langue allemande.

§ 3. Lorsque le président des tribunaux du travail ou le président des tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen ne justifie pas de la connaissance de la langue allemande, il est remplacé, pour l'exercie de ses fonctions dans l'arrondissement d'Eupen, par le juge de son tribunal qui justifie de la connaissance de la langue allemande".

- - - - - - -

"Article 34.-

L'article 46, alinéa 1er, modifié par la loi du 15 juillet 1970, l'article 47, l'article 60, § 2, et l'article 66 de la même loi sont abrogés".

Article 25 (devenant 29).

Replacé dans l'ensemble de l'article 49 de la loi de 1935, le paragraphe 7 en projet paraît peu clair, voire incomplet.

.../...

D'une part, le paragraphe 1er, alinéa 2, énonce qu'à la Cour militaire et au conseil de guerre permanent de Liège, il y a une chambre allemande qui est composée en fonction des besoins.

D'autre part, le paragraphe 2, alinéa 2, porte que la moitié des magistrats de l'auditorat général et la moitié des magistrats des auditorats militaires doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens du doctorat en droit en langue française; l'autre moitié doit apporter une justification semblable quant au néerlandais :

> "Un tiers au moins des magistrats qui composent chacun de ces groupes doit avoir justifié de la connaissance des deux langues nationales. En outre, deux magistrats doivent justifier de la connaissance de la langue allemande".

Il n'est pas précisé si l'un de ces magistrats qui justifient de la connaissance de la langue allemande doit faire partie de l'auditorat général et l'autre de l'auditorat militaire. Une telle solution paraît cependant logique puisqu'une chambre allemande est créée à la Cour militaire et au conseil de guerre permanent de Liège.

Enfin, le paragraphe 7 en projet énonce que les membres de la commission judiciaire près la Cour militaire ou auprès d'un conseil de guerre, doivent connaître la langue française ou la langue néerlandaise.

Selon l'article 35 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire :

> "Au siège du conseil de guerre, la commission judiciaire chargée de l'instruction est composée, outre l'auditeur militaire qui la préside et qui dirige l'instruction, d'un capitaine et d'un lieutenant".

.../...

Il convient que la commission judiciaire près du conseil de guerre permanent de Liège, qui doit entendre l'inculpé en langue allemande (voyez l'article 18 en projet de la loi de 1935, article 10 de l'avant-projet), soit présidée par le magistrat de l'auditorat militaire qui justifie de la connaissance de la langue allemande.

De même, selon l'article 41 de la même loi :

"Auprès de la Cour militaire, la commission judiciaire est composée :

1° De l'auditeur général ou, en cas d'urgence, d'un auditeur militaire délégué par lui, qui préside la commission et dirige l'instruction;

2° De deux officiers, l'un du grade du prévenu, l'autre du grade supérieur, sauf application de l'article 113 du présent code".

Le président de la commission judiciaire qui instruit en langue allemande, doit être le membre de l'auditorat général, voire de l'auditorat militaire, qui justifie de la connaissance de cette langue.

Quant aux autres membres des commissions judiciaires qui doivent instruire en allemand, la loi en projet ne prévoit rien, alors qu'elle établit des règles pour la composition de la chambre allemande de la Cour militaire ou du conseil de guerre (voyez les paragraphes 6, 8 et 9 en projet - article 25, 8° et 9°, de l'avant-projet).

A l'heure actuelle, l'emploi des langues par les commissions judiciaires et les juridictions militaires est réglé par l'arrêté royal du 14 juillet 1971. A partir du moment où la matière serait - partiellement - transférée dans la loi de 1935, il conviendrait que le problème évoqué ci-avant trouve une solution. De ce fait, aucun texte n'est proposé pour le paragraphe 7 en projet.

.../...

Article 26 (devenant 30).

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 53 de la même loi, modifié par les lois du 20 décembre 1957, du 15 février 1961, du 9 août 1963 et du 15 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes :".

2. Le 1° doit être rédigé comme suit :

"1° Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots : "Dans les provinces et l'arrondissement indiqués à l'article 1er" sont remplacés par : "Dans les provinces et les arrondissements indiqués à l'article 1er".

3. L'ordre logique de l'article 53 impose que le paragraphe 4 nouveau relatif à la justification de la connaissance de la langue française, de la langue néerlandaise et de la langue allemande, prenne place après les paragraphes consacrés aux conditions linguistiques que doivent remplir les greffiers des juridictions des diverses régions linguistiques.

Le paragraphe 4 devrait ainsi suivre le paragraphe 5 (connaissance de l'allemand) et le paragraphe 6 (connaissance du français ou du néerlandais, selon le cas).

En d'autres termes les paragraphes 5 et 6 devraient devenir respectivement les paragraphes 4 et 5 et le nouveau texte du paragraphe 4 serait le paragraphe 6.

.../...

Article 28 (devenant 32).

L'article introduit diverses modifications de terminologie dans plusieurs articles de la loi de 1935.

1. Au 1°, il suffit d'écrire "et 16, § 1er" au lieu de "et 16, § 1er, premier alinéa" car l'article 16, § 1er, ne contient qu'un alinéa.

2. Comme un texte a été proposé pour l'article 11 de la loi de 1935 (article 7 de l'avant-projet), et que ce texte inclut la modification visée au 2°, ce dernier doit être omis.

3. Au 3°, dans le texte français, il faut écrire "53, § 3, alinéa 2".

4. La modification proposée pour l'article 38, alinéa 4, soulève une difficulté.

En effet, l'alinéa 4 modifié, devrait se lire comme suit :

> "A tout acte de procédure, jugement ou arrêt rédigé en allemand, mais qui doit être signifié ou notifié dans la région de langue française ou dans la région de langue néerlandaise, il est joint une traduction française ou néerlandaise"(1).

Qu'en est-il si la signification ou la notification doit être faite dans une commune de la région bilingue Bruxelles-Capitale, c'est-à-dire dans une commune qui n'appartient ni à la région de langue française ni à la région de langue néerlandaise ?

.../...

(1) "Cette occasion devrait être mise à profit pour remplacer, dans le texte néerlandais, les mots "een Vlaamse of een Franse vertaling" par les mots "een Nederlandse of Franse vertaling".

Selon le délégué du Ministre, en pareil cas, une traduction française et une traduction néerlandaise des pièces doivent être jointes à celles-ci. En conséquence, un nouvel article rédigé comme suit devrait être introduit dans l'avant-projet, entre les articles 19 et 20 (devenant 21 et 24) :

"Article 22.-

Dans l'article 38 de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

"A tout acte de procédure, jugement ou arrêt rédigé en allemand, mais qui doit être signifié ou notifié dans une commune de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, il est joint une traduction française et une traduction néerlandaise".

+

Article 32 (devenant 36, 37, 38 et 39).

1. L'article ayant des objets distincts, devrait être scindé en autant d'articles qu'il contient de subdivisions.

2. Au 1°, § 2, la phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Il est inséré un article 19bis, rédigé comme suit :".

3. Au 2°, § 1er, il faut écrire dans le texte français du tableau III : "Substituts du Proc. Roi" et non "Substitut Proc. du Roi".

4. Le 4° appelle deux observations :

.../...

a) Les modifications aux tableaux visés aux premier, troisième, quatrième et cinquième tirets doivent être présentées de la même manière que les tableaux modifiés eux-mêmes, c'est-à-dire non pas en écrivant Verviers/Eupen, mais soit en reliant par une accolade les dénominations des deux sièges d'arrondissement, soit en les séparant par une virgule.

b) Il n'est pas indiqué d'apporter, par une loi, une modification au tableau contenu dans l'article 1er de l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats car cette modification ne pourrait plus ensuite être modifiée elle-même que par une loi. C'est le Roi qui, après l'entrée en vigueur de la loi en projet, devra modifier en conséquence l'arrêté royal du 7 avril 1970.

Article 33.

Suivant cet article,

"Nonobstant la disposition de l'article 326, alinéa 1er du Code judiciaire, les fonctions de ministère public près le tribunal de commerce d'Eupen ne peuvent être exercées que par les membres du parquet du procureur du Roi d'Eupen".

L'article 326, alinéa 1er, du Code judiciaire est rédigé comme suit :

"Lorsque les nécessités du service le justifient, le procureur général près une Cour d'appel peut déléguer un magistrat de son parquet ou un magistrat d'un parquet du procureur du Roi de son ressort pour exercer temporairement les fonctions du ministère public dans un autre parquet du même ressort".

.../...

L'article 33 apporte une dérogation à l'article 326, alinéa 1er, du Code judiciaire : seuls les membres du parquet du Procureur du Roi d'Eupen peuvent exercer les fonctions de ministère public près du tribunal de commerce de cet arrondissement.

L'exposé des motifs explique que :

> "Cet article est nécessaire pour éviter qu'un membre du parquet de Verviers n'ayant pas la connaissance de l'allemand n'exerce les fonctions de ministère public près le tribunal de commerce d'Eupen".

L'article appelle plusieurs observations.

Tel qu'il est rédigé, il paraît exclure la délégation d'un membre du parquet général de Liège, ayant la connaissance de l'allemand, pour exercer les fonctions de ministère public près le tribunal de commerce d'Eupen.

En outre, il n'y a aucun motif d'exclure les délégations prévues par l'article 326, alinéa 1er, du Code judiciaire lorsqu'un changement de langue de la procédure a été demandé au tribunal de commerce d'Eupen, de sorte que cette procédure se déroule en français.

L'article 33 n'exclut pas l'application de l'article 326, alinéa 1er, lorsqu'il s'agit d'exercer lesdites fonctions près du tribunal de première instance d'Eupen. Or, la ratio legis est la même : quel que soit le tribunal, il s'agit d'éviter qu'un membre d'un parquet d'un autre arrondissement ne soit délégué à Eupen pour exercer des fonctions de ministère public en allemand, langue dont ce magistrat n'a pas la connaissance.

.../...

Il est assez évident que le respect de la loi de 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire doit limiter les possibilités de délégations prévues par l'article 326, alinéa 1er, du Code judiciaire.

L'article doit, en conséquence, être omis.

Article 34.

On rappelle que le contenu de cet article a été inséré dans l'article 45bis en projet, sous forme d'un paragraphe 3 (voir l'observation sous l'article 24).

Article 35 (devenant 40, 41, 42, 43 et 44).

Uniquement consacré à la Cour d'assises de Liège, l'article modifie cinq articles du Code judiciaire. Il serait conforme à l'usage de réserver un article de l'avant-projet à chaque modification.

Les textes suivants sont proposés :

"Article 40.-

L'article 121, alinéa 4, du Code judiciaire, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque devant la Cour d'assises de la province de Liège, la procédure est faite en allemand, les assesseurs sont désignés par le président du tribunal de première instance d'Eupen".

.../...

Article 41.-

L'article 166, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque devant la Cour d'assises de la province de Liège, la procédure est faite en allemand, les fonctions de greffier sont exercées par le greffier en chef du tribunal de première instance d'Eupen, ou par un greffier désigné par lui".

Article 42.-

L'article 223, alinéa 1er, 2°, d, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"d. dans les arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen, s'il est capable de suivre les débats de la Cour d'assises en français, en allemand ou dans les deux langues; dans ce dernier cas, l'électeur peut indiquer la langue qu'il choisit;".

Article 43.-

A l'article 226, alinéa 2, du même Code, les mots : "dans l'arrondissement judiciaire de Verviers" sont remplacés par les mots "dans les arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen".

Article 44.-

L'article 229, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"La députation permanente du conseil provincial de Liège dresse deux listes provinciales des jurés : l'une au moyen des listes communales françaises des arrondissements de Verviers et d'Eupen et des listes communales des autres arrondissements, l'autre au moyen des listes communales allemandes des arrondissements de Verviers et d'Eupen".

\+

\+ \+

Articles 36 à 39 (devenant 48, 49, 50 et 51) (1).

Ces articles mettent en place un système transitoire qui peut se résumer comme suit :

1. Jusqu'à la création de l'arrondissement judiciaire d'Eupen, le nombre des juges du tribunal de première instance de Verviers, celui des substituts du procureur du Roi et celui des greffiers de ce tribunal sont augmentés (article 36).

2. Seuls des candidats ayant justifié de la connaissance de l'allemand peuvent être nommés juge, substitut ou greffier à Verviers jusqu'à ce qu'il y ait cinq juges bilingues au tribunal de première instance, trois substituts bilingues et trois greffiers bilingues au tribunal de première instance (article 37).

3. L'arrondissement judiciaire d'Eupen est créé le 1er septembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle il y a quatre juges bilingues au tribunal de première instance de Verviers, deux substituts bilingues et deux greffiers bilingues à ce tribunal (article 38).

4. Au plus tard le soixantième jour qui précède la date de la création de l'arrondissement d'Eupen, le Roi nomme :

- les présidents des trois tribunaux;
- le procureur du Roi;
- l'auditeur du travail;
- les greffiers en chef;
- le secrétaire au parquet du procureur du Roi;
- le secrétaire au parquet de l'auditeur du travail.

.../...

(1) Trois articles devront être insérés à la fin du chapitre II, après l'article 35 (voir les observations finales n°s II, III et IV).

Au plus tard le trentième jour qui précède la date précitée, le Roi nomme les autres membres des tribunaux, du parquet du procureur du Roi, de l'auditorat du travail, des secrétariats et des greffes.

Toutes les nominations ont effet à la date fixée par le Roi.

Le système de l'avant-projet appelle quelques observations.

1. Il ne paraît guère logique d'augmenter d'abord le cadre du tribunal de première instance et du parquet du procureur du Roi de Verviers pour le réduire ensuite dès la création de l'arrondissement d'Eupen.

2. Il est dangereux de faire dépendre la création de l'arrondissement d'Eupen - et donc le fonctionnement des tribunaux de cet arrondissement - de l'existence d'un certain nombre de magistrats bilingues à Verviers. En effet, rien ne permet d'affirmer que les juges bilingues du tribunal de première instance de Verviers, qui bénéficient de l'inamovibilité, accepteront d'être nommés à Eupen. C'est là une probabilité élevée, certes, mais non une certitude.

Le souci des auteurs de l'avant-projet est lié à la situation particulière de la région de langue allemande.

Actuellement, les juridictions de l'arrondissement de Verviers ne disposent pas du nombre de magistrats bilingues imposé par la loi de 1935. De nouveaux magistrats bilingues devront être nommés : il s'agira, en fait, de jeunes diplômés et il est souhaitable qu'avant d'exercer leurs fonctions dans des juridictions nouvelles, ils aient pu se former dans des juridictions déjà existantes.

\+

\+ \+

Un système différent de celui de l'avant-projet peut être envisagé, sans qu'il encoure les reproches formulés ci-avant. Ce système se présenterait de la manière suivante :

- les dispositions de la loi entrent en principe en vigueur à la date normale, soit dix jours après la publication au Moniteur belge, mais pendant la période transitoire, seuls certains articles sont applicables (1);

- à titre transitoire, c'est-à-dire jusqu'à l'installation des tribunaux de première instance, du travail et de commerce d'Eupen, toutes les compétences de ceux-ci sont exercées par les juridictions de Verviers. Celles-ci statueront donc en français et en allemand;

- par voie de conséquence, le Roi ne nommera plus de magistrats bilingues à Verviers - les nouveaux cadres étant en vigueur - mais Il nommera d'abord des juges au tribunal de première instance d'Eupen, des substituts du procureur du Roi d'Eupen, ainsi que des membres du greffe du tribunal de première instance d'Eupen.

La loi en projet doit prévoir qu'en attendant l'installation des tribunaux d'Eupen, ces magistrats et membres du greffe exerceront leurs fonctions dans les juridictions de Verviers, en surnombre. En réalité, il s'agirait d'une délégation établie à titre transitoire par le législateur lui-même.

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) La loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles procède de la même manière. Si, en principe, elle entre en vigueur le 1er octobre 1980 (article 95), plusieurs dispositions ne sont cependant applicables qu'à titre transitoire, et dérogent à des dispositions qui seront d'application illimitée dans le temps (voyez par exemple les articles 65, 66, 67, 74 et 75). Ces dispositions définitives ne sont dès lors pas applicables dès l'entrée en vigueur de la loi puisque, à ce moment, les conditions requises pour qu'elles produisent leurs effets ne sont pas réunies.

L'article 98 du Code judiciaire énonce la règle suivante :

"En cas d'empêchement légitime d'un juge ou de vacance d'une place de juge, au sein d'un tribunal de première instance ou de commerce, le premier président de la Cour d'appel peut, par ordonnance, déléguer pour y exercer temporairement ses fonctions un juge ou un juge suppléant du ressort de la Cour d'appel, qui accepte cette délégation.

Les mêmes pouvoirs sont exercés par le premier président de la Cour du travail, lorsqu'il s'agit d'un tribunal du travail.

Cette ordonnance est rendue sur les réquisitions du procureur général ou sur avis de celui-ci.

La délégation prend fin avec la cessation de la cause qui l'a motivée; toutefois, pour les affaires en cours de débat ou en délibéré, la délégation produira ses effets jusqu'au jugement".

L'article 98 donne au premier président de la Cour d'appel, ou de la Cour du travail, selon le cas, le pouvoir de déléguer un juge d'un tribunal à un autre, mais avec le consentement de l'intéressé. Cette dernière condition est liée d'une certaine manière à l'article 100 de la Constitution, selon lequel :

"Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement".

L'inamovibilité des juges a été consacrée par la Constitution comme garantie d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif.

Dans le système de l'article 98 du Code judiciaire, le juge n'est pas "déplacé" : il demeure juge au tribunal auquel il a été nommé, et ce n'est que temporairement qu'il est délégué dans un autre tribunal.

.../...

Quant au système suggéré pour l'arrondissement d'Eupen, les juges sont nommés au tribunal de première instance d'Eupen, et ce n'est qu'à titre temporaire qu'ils sont délégués au tribunal de Verviers : il faut souligner que cette "délégation" est l'oeuvre de la loi elle-même, sans qu'une décision du Roi ou du premier président de la Cour d'appel de Liège ne soit requise. Celui qui postule une place de juge à Eupen, sait par conséquent qu'en attendant l'installation du tribunal d'Eupen, il oeuvrera au même tribunal à Verviers. Il sait aussi que c'est au tribunal d'Eupen qu'il est nommé, et, le jour où ce tribunal fonctionne, il ne peut refuser d'en faire partie. Ce système n'est nullement contraire aux exigences de l'article 100 de la Constitution; il ne porte pas davantage atteinte à l'indépendance du juge que la délégation prévue par l'article 98 du Code judiciaire ou que la nomination dans deux arrondissements du ressort de la même Cour d'appel (Code judiciaire : article 100).

Il est intéressant de rappeler l'avis du Conseil d'Etat sur un projet de loi "mettant en vigueur les modifications de l'article 104 de la Constitution" (avis L. 11.654/2 du 9 juin 1972, publié dans le document parlementaire de la Chambre des Représentants, session 1971-1972, n° 364-1, pp. 3 à 6). Cet avis contient le passage suivant :

> "L'article 10 du projet prévoit que, dans l'hypothèse où à la Cour d'appel et à la Cour du travail de Bruxelles et à celles de Liège, le nombre des magistrats restant en fonction serait supérieur au nouveau cadre fixé par le projet, le Roi pourra déléguer dans les Cours d'Anvers et de Mons un nombre de magistrats égal à celui des magistrats en surnombre.
>
> Cette disposition doit être examinée eu égard à l'article 100, alinéa 3, de la Constitution lequel dispose : "Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement".

.../...

Le système prévu par le projet résout le problème de l'affectation aux nouvelles Cours d'appel, des magistrats qui seraient en surnombre dans les Cours existantes, par un système de délégation temporaire pour un terme limité à la résorption du surnombre, délégation qui ne se fera pas nécessairement avec l'accord du magistrat intéressé.

La question se pose, dès lors, de savoir si la délégation faite dans ces conditions ne constitue pas un "déplacement" au sens de l'article 100 de la Constitution.

Le Conseil d'Etat observe à cet égard que le magistrat délégué dans les circonstances prévues par le projet reste membre de la Cour dont il fait partie et y conserve tous ses droits.

Par ailleurs, il exercera provisoirement ses fonctions dans une partie du ressort qui était, avant la réforme, celui de la Cour dont il faisait partie.

En conséquence, le Conseil d'Etat estime que les délégations faites dans ces conditions ne constituent pas un "déplacement".

Au surplus, il n'est pas porté atteinte à la ratio legis de l'article 100 de la Constitution, ni aux principes que cet article consacre : d'une part, l'indépendance du magistrat et l'absence de toute possibilité de pression sur le juge et, d'autre part, la protection des justiciables en faisant obstacle à la désignation ou à l'éloignement arbitraire du juge chargé de statuer sur leurs litiges.

Le respect de ces principes est sauvegardé dans le projet par l'établissement de critères objectifs réglant l'affectation des magistrats.

Il ressort de ce qui précède que, non seulement la lettre mais l'esprit de l'article 100, alinéa 3 (de la Constitution), et le but qu'il poursuit sont respectés par l'article 10 du projet, étant donné que le système de délégation qu'il prévoit ne laisse pas de place à une intervention ou à un choix possible tant des autorités judiciaires que du Gouvernement.

Toutefois, dans la disposition de l'alinéa 1er, de l'article 10, l'emploi du mot "peut" est susceptible de se prêter à des interprétations différentes. Dans la mesure où ce mot signifie que la loi habilite le Roi à procéder aux délégations prévues sans qu'Il puisse décider de leur opportunité, le système n'appelle pas de critique. Pour éviter toute erreur d'interprétation sur ce point, il y a lieu de remplacer les mots "peut déléguer" par le mot "délègue" (1).

\+

\+ \+ .../...

- - - - - - - - - - -

(1) Lors des travaux en Commission de la justice de la Chambre, il a été constaté que "la délégation proposée n'est pas contraire à l'article 100 de la Constitution". Toutefois l'article a été supprimé à la demande du Ministre car "le nombre de cas où il y aurait lieu d'user de ce droit de délégation est extrêmement réduit" (Chambre, session 1972-1973, doc. n° 364-5, p. 6).

L'article 39 appelle, lui aussi, certaines observations. Selon cette disposition, le Roi nomme les présidents des tribunaux de première instance, du travail et de commerce, au plus tard le soixantième jour précédant la date fixée à l'article 38. Il nomme les autres juges de ces tribunaux au plus tard le trentième jour précédant cette même date.

Il résulte de plusieurs dispositions de l'avant-projet que les mêmes magistrats du siège desservent les tribunaux du travail de Verviers et d'Eupen. Il en est de même en ce qui concerne les tribunaux de commerce des deux arrondissements (voyez les articles 24 et 32, 4°, de l'avant-projet).

La question se pose dès lors de savoir si les présidents et les juges en fonction aux tribunaux de commerce et du travail de Verviers, au moment de la création de l'arrondissement judiciaire d'Eupen, deviennent aussi, par l'effet de la loi, présidents et juges aux tribunaux correspondants de l'arrondissement d'Eupen.

L'article 32, 4°, incite à donner une réponse affirmative mais, en ce cas, la loi en projet devrait contenir une disposition consacrant une telle règle de manière directe. Celle-ci, cependant, pourrait être considérée comme peu compatible avec l'article 99, alinéa 1er, de la Constitution, aux termes duquel "les juges des tribunaux sont directement nommés par le Roi". De plus, des difficultés surgiraient quant à l'application de l'article 290 du Code judiciaire qui impose que la prestation de serment ait lieu dans le mois de la notification de la nomination, à défaut de quoi celle-ci peut être considérée comme non avenue.

.../...

L'article 39, par contre, fait expressément référence à des nominations, par le Roi, des présidents et des autres membres des tribunaux du travail et de commerce. Une telle solution est pleinement conforme à la Constitution. Il se pourrait cependant qu'un magistrat du siège du tribunal du travail ou du tribunal de commerce de Verviers ne désire pas être nommé, en outre, au tribunal correspondant d'Eupen. Comme, à l'heure actuelle, selon l'article 46 de la loi du 15 juin 1935, un juge au tribunal du travail et un juge au tribunal de commerce de Verviers doivent justifier de la connaissance de la langue allemande, il suffirait que l'un de ces juges ne souhaite pas être nommé au tribunal d'Eupen pour que l'application de l'article 48 qui sera proposé ci-après, soit retardée. En effet, dans une telle hypothèse, d'une part, le Roi ne pourrait nommer au tribunal d'Eupen le juge du tribunal de Verviers qui refuserait une telle nomination, et d'autre part, Il ne pourrait nommer au tribunal d'Eupen un nouveau juge ayant justifié de la connaissance de la langue allemande, qu'en le nommant en même temps juge au tribunal de Verviers : ceci entraînerait, pour ce dernier, un dépassement du cadre des magistrats, tel qu'il résulte de l'article 32, 4°, de l'avant-projet.

Aussi est-il proposé qu'à titre transitoire, un juge puisse être nommé en surnombre au tribunal du travail ou au tribunal de commerce de Verviers, si une telle nomination était nécessaire pour permettre au tribunal du travail ou au tribunal de commerce d'Eupen de disposer d'un juge ayant justifié de la connaissance de la langue allemande. Ainsi la mise en oeuvre de l'article 48 ne se trouverait-elle pas retardée.

.../...

Dans l'hypothèse où le président du tribunal du travail ou du tribunal de commerce de Verviers ne désirerait pas être nommé en la même qualité dans la juridiction correspondante d'Eupen, celle-ci serait dépourvue de président; elle serait seulement composée d'un, voire de plusieurs juges (1). Comme le Roi ne pourra nommer un président au seul tribunal d'Eupen, il est proposé que la loi en projet contienne une disposition transitoire aux termes de laquelle si, le jour de l'installation des tribunaux du travail ou de commerce d'Eupen, l'un de ceux-ci n'a pas de président, les fonctions qui sont spécialement attribuées à ce dernier sont exercées, selon le cas, par le plus ancien des juges ou par le seul juge à ce tribunal.

Les textes qui sont proposés dans les articles 48, 49, 50 et 51 ci-après remplacent les articles 36 à 39 de l'avant-projet. Les articles 48 et 49 établissent un système de substitution à celui de l'avant-projet. Ils ont reçu l'approbation du délégué du Ministre. Pour les raisons qui viennent d'être exposées, les articles 50 et 51 complètent le système de substitution en vue d'éventualités qui, pour peu probables qu'elles soient, n'en doivent pas moins être envisagées.

.../...

---

(1) Si le président du tribunal du travail ou de commerce de Verviers, est le seul magistrat de la juridiction qui a justifié de la connaissance de l'allemand, et qu'il ne désire pas être nommé au tribunal d'Eupen, ce dernier pourra être composé de deux ou de trois juges, à savoir le juge au tribunal de commerce ou les deux juges au tribunal du travail de Verviers - lesquels n'ont pas justifié de la connaissance de l'allemand - et le nouveau juge bilingue qui serait nommé en application de la disposition transitoire précitée.

"Article 48.-

Le tribunal de première instance, le tribunal du travail et le tribunal de commerce d'Eupen seront installés le premier septembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle auront été nommés dans les juridictions de l'arrondissement judiciaire d'Eupen :

a) le vice-président et trois juges au tribunal de première instance;

b) le président ou un juge au tribunal du travail, ayant justifié de la connaissance de la langue allemande;

c) le président ou un juge au tribunal de commerce, ayant justifié de la connaissance de la langue allemande;

d) deux substituts du procureur du Roi;

e) l'auditeur du travail ou un substitut de l'auditeur du travail, ayant justifié de la connaissance de la langue allemande;

f) deux membres du greffe du tribunal de première instance;

g) deux membres du greffe du tribunal du travail, ayant justifié de la connaissance de la langue allemande;

h) deux membres du greffe du tribunal de commerce, ayant justifié de la connaissance de la langue allemande.

Article 49.-

§ 1er. Jusqu'à l'installation des tribunaux visés à l'article 48, les magistrats et les membres du greffe, nommés au

.../...

tribunal de première instance et au parquet du procureur du Roi d'Eupen, exercent leurs fonctions au tribunal de première instance et au parquet du procureur du Roi de Verviers. Ils ne font pas partie du cadre des magistrats et des membres du greffe de ce tribunal.

§ 2. Jusqu'à l'installation des tribunaux visés à l'article 48, toutes les compétences de ceux-ci sont attribuées aux juridictions correspondantes de l'arrondissement de Verviers.

Article 50.-

§ 1er. Si, pour la première nomination d'un magistrat du siège ayant justifié de la connaissance de la langue allemande, au tribunal du travail ou au tribunal du commerce d'Eupen, le magistrat du tribunal correspondant de l'arrondissement de Verviers, qui a justifié de cette connaissance, ne désire pas être nommé dans la juridiction d'Eupen, le Roi peut nommer un nouveau juge, selon le cas, aux tribunaux du travail ou aux tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen.

Ce juge doit avoir justifié de la connaissance de la langue allemande.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1er, le nombre des juges est fixé, à titre transitoire, et selon le cas, à trois au tribunal du travail, ou à deux au tribunal de commerce, de l'arrondissement de Verviers.

Article 51.-

Si, au jour de son installation, le tribunal du travail ou le tribunal de commerce d'Eupen n'a pas de président, les compétences spécialement attribuées à ce dernier sont exercées par

.../...

le juge à ce tribunal ou, s'il y a plusieurs juges, par le plus ancien des juges, jusqu'au moment où le président, selon le cas, des tribunaux du travail ou des tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen, aura prêté le serment prévu par l'article 290 du Code judiciaire".

*

* *

Un bref commentaire s'impose encore.

Les nouveaux textes proposés doivent être lus en même temps que le nouvel article suggéré à la fin de l'avis, et qui est relatif à la mise en application en deux étapes, de la loi en projet.

L'article 48 fixe le moment auquel seront installées les nouvelles juridictions de l'arrondissement d'Eupen.

Plusieurs nominations doivent être faites pour que la date de l'installation soit fixée. Parmi celles-ci, il faut que le vice-président du tribunal de première instance d'Eupen soit nommé, mais non le président. Ceci présente l'avantage que ce vice-président exercera temporairement à Verviers (article 49, § 2) et pourra ainsi remplacer le président de ce dernier tribunal pour toutes les affaires traitées en allemand.

Parmi ces nominations, figurent celles des membres du tribunal du travail, de l'auditorat du travail et du tribunal de commerce, qui, tout en desservant à la fois l'arrondissement de Verviers et celui d'Eupen, doivent justifier de la connaissance de l'allemand.

Comme l'article 49, § 2, est rédigé de manière générale, toutes les prestations de serment des personnes visées à l'article 48, qui doivent se faire devant les tribunaux d'Eupen, se feront devant les mêmes tribunaux de Verviers.

Il est évident qu'une fois fixée la date de l'installation des tribunaux de l'arrondissement judiciaire d'Eupen, il appartiendra au Roi de procéder aux nominations autres que celles qui sont visées à l'article 48.

L'article 49, § 1er, ne concerne que le tribunal de première instance et le parquet du procureur du Roi : en effet, les membres des autres tribunaux et de l'auditorat du travail d'Eupen font aussi partie des mêmes juridictions et de l'auditorat du travail de l'arrondissement de Verviers.

Il résulte de la disposition relative à la mise en application de la loi en projet que, pendant la période transitoire, les juridictions de l'arrondissement de Verviers continueront à appliquer les règles actuelles sur l'emploi des langues.

Article 40 (devenant 52).

Comme le souligne l'exposé des motifs, l'article 40 est inspiré de l'article 6 de la loi du 26 juin 1974 relative

.../...

à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'article 104 de la Constitution.

L'alinéa 1er répète inutilement les règles prévues par les articles 196 et 211 du Code judiciaire, et par l'article 99 de la Constitution. Cet alinéa doit en conséquence être omis.

L'alinéa 2 reproduit, en l'adaptant, l'article 6, alinéa 2, de la loi de 1974.

Deux observations doivent être formulées.

1. L'adaptation n'est guère heureuse : il est évident que le président ou vice-président du tribunal de première instance de Verviers occupe une place pour laquelle les présentations ont été faites par le conseil provincial de Liège. L'article 196 du Code judiciaire ne permet pas d'autre solution : seul le conseil provincial de Liège est compétent pour établir l'une des deux listes doubles.

2. L'article 6, alinéa 2, de la loi de 1974 a été introduit dans celle-ci par un amendement du Gouvernement lors des discussions en Commission de la justice de la Chambre. Cet amendement, qui n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, a été adopté à l'unanimité des membres des commissions tant à la Chambre (Chambre, session 1973-1974, doc. n° 364-5, p. 5-6) qu'au Sénat (Sénat, session 1973-74, doc. n° 52, p. 7).

.../...

L'amendement n'a fait l'objet d'aucune discussion, et sa conformité avec l'article 99, alinéa 2, de la Constitution n'a pas été évoquée. Cette conformité ne semble toutefois pas pouvoir être mise en doute. Dès l'instant où le consentement de l'intéressé était acquis, sa nomination à l'une des nouvelles Cours dont le ressort résultait du démembrement du ressort de la Cour dont il faisait partie, ne présentait plus qu'un caractère formel, rendant les présentations superflues.

L'article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 52.-

Le président et le vice-président qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sont en fonction au tribunal de première instance de Verviers et qui justifient de la connaissance de la langue allemande, peuvent, à leur demande, être nommés directement par le Roi, sans présentation ni de la Cour d'appel de Liège ni du conseil provincial de Liège, à la fonction respective de président ou de vice-président au tribunal de première instance d'Eupen".

Article 45 (devenant 57).

Mieux vaudrait écrire "si" au lieu de "pour autant que".

Article 46 (devenant 58).

L'article provient pour une partie de l'article 8 de la loi du 26 juin 1974 et pour une autre partie de l'article 1er des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967.

.../...

L'alinéa 1er concerne les affaires pendantes devant le tribunal civil, le tribunal de la jeunesse, le tribunal de commerce et le tribunal du travail de l'arrondissement judiciaire de Verviers. Il ne vise pas les affaires soumises au tribunal correctionnel, qui ne sont donc pas transférées à Eupen.

L'alinéa 2 porte que les affaires qui sont en délibéré ou en débat continué devant les juridictions de Verviers ne sont pas transférées à Eupen, sauf si le siège de la juridiction de Verviers ne peut demeurer composé, auquel cas les affaires sont transférées à Eupen.

L'article 46 appelle plusieurs observations.

1. Le tribunal correctionnel de Verviers demeurerait compétent pour les affaires en langue allemande.

2. L'alinéa 2, deuxième partie, sera toujours d'application pour les affaires en délibéré ou en débat continué devant le tribunal de première instance de Verviers, dès lors que les juges de ce tribunal qui ont justifié de la connaissance de la langue allemande, ont été nommés au tribunal de première instance d'Eupen. En effet, en ce cas, le siège de la chambre du tribunal de première instance de Verviers ne pourra pas demeurer composé, puisqu'il n'y aura plus de juge germanophone. Le transfert devra donc être opéré.

.../...

3. L'alinéa 1er ne précise pas comment aura lieu le transfert des affaires des juridictions de Verviers à celles d'Eupen.

L'article 1er des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire prévoit un transfert d'office et sans frais (alinéa 1er), et il ajoute que "les dossiers sont transmis au greffe de la juridiction nouvelle, par le greffier ou, le cas échéant, par le secrétaire de la juridiction supprimée" (alinéa 5).

L'article 8 de la loi du 26 juin 1974 porte que les affaires sont transférées et inscrites au rôle de la nouvelle Cour d'appel sans frais, sur ordonnance du premier président de la Cour d'appel de Bruxelles ou de Liège, selon le cas.

4. L'application de l'article 46 a pour effet que, si le tribunal civil ou le tribunal de commerce de Verviers statue en degré d'appel à l'égard de décisions rendues en langue allemande par les juges de paix des cantons de Malmédy, d'Aubel ou de Limbourg, ces affaires seront, dans certains cas, soumises aux tribunaux de l'arrondissement d'Eupen, dont ces cantons ne font pas partie.

5. Par ailleurs, l'avant-projet ne règle pas le sort des affaires soumises aux juges de paix ou aux tribunaux de police des cantons de Malmédy, d'Aubel et de Limbourg, pour lesquelles la procédure est poursuivie en allemand, en application de l'article 5, § 1er, et de l'article 17, alinéa 2 de la loi du 15 juin 1935.

.../...

6. Aucune mesure transitoire n'a été prévue pour le cas où le juge de paix d'Aubel - par exemple - ayant rendu un jugement en langue allemande, le délai pour interjeter appel expire après la date d'application de toutes les dispositions de la loi. L'appel doit-il être interjeté en français, devant le tribunal de l'arrondissement de Verviers, ou pourrait-il l'être en allemand, devant le tribunal de l'arrondissement d'Eupen ?

7. En outre, l'avant-projet ne contient aucune règle transitoire qui tienne compte des modifications territoriales apportées par l'article 31 (devenant 35) au canton judiciaire de Malmédy, dont certaines communes sont transférées au canton judiciaire de Saint-Vith.

8. Certes, le Code judiciaire contient un article 2 qui résout les conflits de loi dans le temps, mais cette disposition n'est guère satisfaisante pour apporter une solution adéquate aux divers problèmes évoqués ci-avant.

9. L'article 58 pourrait être rédigé comme suit, un nouvel article devant être introduit pour régler le sort des affaires pendantes devant les juges de paix et les tribunaux de police de Malmédy, d'Aubel et de Limbourg.

"Article 58.-

§ 1er. Au jour de l'installation des tribunaux de l'arrondissement d'Eupen, les affaires dont sont saisis le tribunal de première instance, le tribunal du travail et le tribunal de commerce de l'arrondissement de Verviers, et qui

.../...

ont été introduites ou poursuivies en langue allemande, sont transférées d'office et sans frais aux juridictions de l'arrondissement d'Eupen.

§ 2. Toutefois, les juridictions de l'arrondissement de Verviers, citées au paragraphe 1er, demeurent saisies des affaires qui sont en délibéré ou en débat continué.

Pour la liquidation des affaires visées à l'alinéa 1er, les magistrats du siège du tribunal de première instance de Verviers, nommés au tribunal de première instance d'Eupen, et les magistrats du siège du tribunal de première instance d'Eupen qui, en application de l'article 49, exerçaient temporairement leurs fonctions au tribunal de première instance de Verviers sont considérés comme faisant partie du tribunal de première instance de Verviers.

§ 3. Le paragraphe 2, alinéa 2, est applicable à la liquidation des affaires qui ont été introduites ou poursuivies en langue française devant le tribunal de première instance de Verviers, et qui sont en délibéré ou en débat continué.

Article 59.-

§ 1er. Les affaires dont les juges de paix et les tribunaux de police des cantons de Malmédy, d'Aubel et de Limbourg sont saisis au jour de l'installation des tribunaux de l'arrondissement d'Eupen, et pour lesquelles la procédure est poursuivie en langue allemande, en application de l'article 5, § 1er, et de l'article 17, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935, restent de la compétence de ces juridictions.

.../...

§ 2. Du jour de l'installation des tribunaux de l'arrondissement d'Eupen, l'appel des jugements rendus en langue allemande par les juridictions visées au paragraphe 1er, est porté devant les tribunaux de première instance et de commerce de l'arrondissement d'Eupen".

Article 48 (devenant 61).

Ainsi qu'en a convenu le délégué du Ministre, l'article est trop succinct : si, en principe, la procédure doit avoir lieu en langue allemande devant la section du tribunal du travail de Verviers siégeant à Eupen, le défendeur peut demander, in limine litis, qu'elle soit poursuivie en français. Il s'agit, dès lors, de l'application de l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1935, à la section d'Eupen du tribunal du travail de Verviers.

Comme l'article 3 de l'avant-projet abroge l'article 5 de la loi de 1935, et que l'article 48 est une disposition applicable seulement jusqu'au jour de l'installation des tribunaux de l'arrondissement d'Eupen, il est suggéré de ne pas modifier l'article 5 précité, et de rédiger comme suit l'article 48 (devenant 61) :

"Article 61.-

Jusqu'à la date visée à l'article 48, l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire est applicable à la section d'Eupen du tribunal du travail de Verviers".

.../...

OBSERVATIONS FINALES.

I.

L'avant-projet est strictement limité à son objet. Il paraît cependant souhaitable de profiter de l'occasion qu'il présente pour adapter les références de l'article 39 de la loi de 1935 à l'évolution de la législation.

Le nouvel article s'insérerait logiquement entre les articles 19 et 20 de l'avant-projet et porterait le numéro 23.

Le texte suivant est proposé :

"Article 23.-

A l'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots "la loi du 28 juin 1932" sont remplacés par les mots "les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966".

2° A l'alinéa 2, les mots "l'article 222 de la loi du 18 juin 1869" sont remplacés par les mots "l'article 351 du Code judiciaire".

.../...

II.

L'article 10 de la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre l'abus de la puissance économique, dont l'alinéa 5 se réfère à "l'arrêté royal pris en exécution de l'article 58 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire", n'était déjà plus rédigé en termes adéquats depuis que les articles 55 à 59 de la loi du 15 juin 1935 avaient été abrogés par l'article 20, 5°, de la loi du 9 août 1963 modifiant le ressort territorial de certaines juridictions et modifiant la loi du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques, la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

La modification apportée par l'article 20 (devenant 24) de l'avant-projet à l'article 42 de la loi du 15 juin 1935, auquel se réfère l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi du 27 mai 1960, permet de simplifier les règles portées par les alinéas 5 et 6 dudit article 10.

Le texte suivant est proposé :

Article 45.- (1)

L'article 10, alinéas 5 et 6, de la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre l'abus de la puissance économique, est remplacé par l'alinéa suivant :

"L'article 42 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire est applicable au présent article".

.../...

(1) Cet article et ceux qui seront proposés sous III et IV ci-après devraient en effet prendre place logiquement à la fin du chapitre II, après l'article 35 (devenant 40, 41, 42, 43 et 44).

III.

La loi du 27 mai 1974 a traduit en allemand plusieurs formules de serment en matière de droit judiciaire et de droit fiscal. Plusieurs de ces formules avaient déjà fait l'objet d'une traduction par l'arrêté royal du 17 juillet 1926 déterminant le texte allemand des formules de serment en usage en Belgique.

La justification de l'établissement par le législateur lui-même, de la formule allemande du serment se trouve à l'article 127 de la Constitution :

"Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi. Elle détermine la formule".

La reconnaissance d'une Région de langue allemande par l'article 3bis de la Constitution, et celle d'une Communauté germanophone (1) par l'article 3ter étaient - et sont toujours - des arguments valables.

Puisque, selon le présent avant-projet de loi, il y aura un arrondissement judiciaire dont les tribunaux useront de l'allemand comme langue de principe de la procédure, - ce qui veut dire que des magistrats prêteront serment en allemand - on peut se demander s'il ne convient pas aussi que la loi en projet détermine la formule allemande du serment, qui, jusqu'à présent, n'est établie que par arrêté royal.

Il en est de même pour la formule néerlandaise de ce serment qui, jusqu'à ce jour, n'est traduite que par l'arrêté royal du 18 septembre 1894 (article 22).

Le texte suivant est proposé :

"Article 46.-

La formule du serment contenue à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative, est établie comme suit en néerlandais et en allemand :

.../...

"Ik zweer ...".

"Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes".

IV.

Puisque la procédure peut aussi être en allemand devant les juridictions militaires, les membres qui les composent doivent prêter serment en allemand.

Les formules française et néerlandaise du serment que les officiers appelés à faire partie d'un conseil de guerre doivent prêter sont inscrites à l'article 54 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire. Le serment que les substituts de l'auditeur général, les auditeurs militaires, leurs substituts et suppléants, les greffiers en chef, les greffiers et les commis-greffiers de la Cour militaire et les greffiers en chef des conseils de guerre prêtent, est celui qui est prescrit par le décret du 20 juillet 1831, en y ajoutant : "Je jure de remplir fidèlement les fonctions de ..." (article 131 de la même loi, modifié par l'arrêté-loi du 16 novembre 1918, et la loi du 20 décembre 1957). Le président de la Cour militaire et l'auditeur général prêtent le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831 (article 130 de la loi précitée de 1899).

C'est donc de manière erronée que l'arrêté royal du 17 juillet 1926 a établi la formule allemande des serments que le président et les membres des conseils de guerre, et l'auditeur militaire, doivent prêter, en se fondant sur les textes des articles 394 et 396 du Code de procédure pénale militaire du 20 juillet 1814, qui ont été abrogés par la loi du 15 juin 1899. Par conséquent, il n'existe actuellement pas de version allemande des formules de serment contenues dans la loi de 1899.

Les textes suivants sont proposés :

"Article 47.-

§ 1er. La formule allemande du serment prévu à l'article 54 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, est établie comme suit :

"...".

.../...

§ 2. Le texte allemand de la phrase complémentaire du serment que prêtent les personnes énumérées à l'article 131 de la même loi, modifié par l'arrêté-loi du 16 novembre 1918 et par la loi du 20 décembre 1957, est établi comme suit :

"Ich schwöre ...".

V.

Il paraît utile de citer à nouveau l'article 60, § 3, de la loi du 15 juin 1935 :

> "§ 3. Tout membre d'une juridiction est considéré comme empêché s'il ignore la langue à employer conformément à la présente loi. Si en raison de cet empêchement, il est impossible, dans une juridiction, de composer le siège, la cause est renvoyée devant une juridiction de même ordre et du même ressort d'appel.
>
> Le renvoi est fait conformément aux articles 7 et 20; la décision n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel".

On a déjà relevé que, par ses termes mêmes, ce paragraphe ne peut s'appliquer ni à la Cour d'appel, ni à la Cour du travail de Liège.

Mais il saute aux yeux qu'il ne pourra pas s'appliquer non plus aux juridictions du nouvel arrondissement d'Eupen autres que les justices de paix, faute de renvoi possible à une juridiction du même ordre, qui soit légalement apte à entendre une cause en allemand. Sans doute, la question ne risque-t-elle pas de se poser pour ce qui est du tribunal de première instance, puisque celui-ci comprendra un président, un vice-président et trois juges (article 32, 2°, de l'avant-projet), qui tous auront dû justifier de la connaissance de l'allemand (article 24 de l'avant-projet). Il n'en ira pas forcément de même au tribunal de commerce et au tribunal du travail. Dans ces juridictions, en effet, un

seul magistrat du siège est tenu de justifier de la connaissance de l'allemand. Ce magistrat peut se trouver empêché temporairement par la maladie ou définitivement par une cause de récusation. Un seul des deux juges suppléants prévus par la loi du 14 décembre 1970 déterminant le cadre des juges suppléants dans les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce devra connaître l'allemand, en vertu des dispositions combinées de l'article 24 de l'avant-projet et de l'article 192 du Code judiciaire. Si ce juge suppléant est lui-même empêché, l'hypothèse de l'article 60, § 3, peut se réaliser, sans que cette disposition fournisse une solution praticable à la difficulté (1). Une difficulté du même ordre peut aussi résulter de ce que l'article 24 de l'avant-projet exige la justification de la connaissance de l'allemand de douze juges sociaux, sans ventiler ce nombre par rapport au titre auquel ils auront été nommés (employeur, ouvrier, employé ou travailleur indépendant).

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives de faire un choix entre une modification des dispositions en projet et l'insertion d'un amendement tendant à atténuer, en ce qui concerne l'arrondissement judiciaire d'Eupen, la rigueur de l'article 60, § 3. En raison de la nature de ce choix, le Conseil d'Etat a estimé devoir s'abstenir de toute suggestion.

VI.

La mise en application de la loi en projet doit se faire en deux étapes, ainsi qu'il a été expliqué lors de l'examen des articles 36 et suivants.

Dès lors, l'article suivant est proposé : il terminerait le chapitre III consacré aux dispositions transitoires.

- - - - - - - - - - -

.../...

(1) L'article 98 du Code judiciaire ne pourrait en fournir une que par chance.

"Article 62.-

Jusqu'à la date visée à l'article 48, sont seuls applicables :

1° les articles 28 et 30;

2° l'article 36, § 2;

3° les articles 37, 38 et 39;

4° l'article 46;

5° les articles 48 à 57;

6° l'article 61".

VII.

L'avant-projet de loi présente certaines lacunes. Ainsi, la création d'un arrondissement judiciaire à Eupen entraîne normalement celle d'un Ordre des avocats (voyez l'article 430 du Code judiciaire), c'est-à-dire la scission de l'actuel barreau de Verviers.

L'avant-projet doit être complété par des dispositions spécifiques à la profession d'avocat. Ainsi - à titre d'exemple - l'article 498 du Code judiciaire relatif à la prise de décision par le conseil général de l'Ordre national des avocats, doit être adapté à la situation nouvelle. En outre, il s'indique de prévoir des mesures transitoires quant à l'inscription des avocats aux tableaux de l'Ordre des arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen.

Par ailleurs, une chambre des notaires devra être créée conformément à l'article 1er de l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.

.../...

De même, une chambre des huissiers de justice sera aussi nécessaire, ainsi que le prévoit l'article 535 du Code judiciaire.

Il appartiendra au Gouvernement de veiller à ce que toutes les dispositions législatives et réglementaires indispensables à la mise en oeuvre du nouvel arrondissement soient prises.

I. DOEL.

Het voorontwerp van wet strekt ertoe het gerechtelijk arrondissement Verviers in twee afzonderlijke arrondissementen te splitsen. Het eerste, waarvan de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel hun zetel hebben te Verviers, is eentalig Frans. Het tweede, waarvan de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel hun zetel hebben te Eupen, is tweetalig Duits-Frans.

In dit tweede arrondissement is de taal van de rechtspleging het Duits, behalve wanneer de partijen vragen om in het Frans te worden berecht, in welk geval de rechtbanken recht doen in het Frans.

Bijgevolg worden in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken talrijke wijzigingen aangebracht ten einde het Duits op gelijke voet te stellen met het Nederlands en het Frans.

Ten slotte wordt voorzien in een overgangsfase, in afwachting dat het minimum aantal magistraten en personeelsleden van de griffies en van het parket wordt bereikt, die het bewijs hebben geleverd van de kennis van het Duits, welk aantal nodig is om het gerechtelijk arrondissement Eupen te vormen.

Het voorontwerp van wet ligt aldus in het verlengde van de nieuwe bepalingen betreffende de Duitstalige Gemeenschap, namelijk de artikelen 3ter en 59ter van de Grondwet en de wet van 31 december 1983.

+

\+ +

II. VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Het voorontwerp van wet brengt wijzigingen aan in het gebruik van het Duits voor de militaire gerechten en in de vereisten met betrekking tot de kennis van het Duits door de leden van sommige van die gerechten.

Dientengevolge behoort het ontwerp mede te worden ingediend en het indieningsbesluit mede te worden ondertekend door de Minister van Landsverdediging. Volgens de gemachtigde van de Minister heeft bedoelde Minister zijn instemming betuigd met de tekst die aan de Raad van State is voorgelegd.

2. Het voorontwerp van wet brengt ook wijzigingen aan in de vereisten met betrekking tot de kennis van het Duits door de raadsheren in sociale zaken bij het Arbeidshof te Luik en door de rechters in sociale zaken.

Bij de indiening zouden dus ook de Ministers moeten worden betrokken tot wier bevoegdheid de arbeid en de middenstand behoren.

\+

\+ \+

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"Ontwerp van wet betreffende het gebruik van het Duits in gerechtszaken en betreffende de rechterlijke organisatie".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

1. Zoals het huidige artikel 1 van de wet van 15 juni 1935 gebruikt de voorgestelde tekst de uitdrukking "de burgerlijke rechtbanken van eerste aanleg". Daarmee worden bedoeld de rechtbanken van eerste aanleg uitspraak doende in eerste aanleg (of in eerste en laatste aanleg) en de vredegerechten. Die uitdrukking staat aldus tegenover de uitdrukkingen "rechtsmachten in hoger beroep" of "rechtscolleges in hoger beroep" die worden gebruikt in hoofdstuk III, en inzonderheid in artikel 24, van de wet van 1935.

Terwijl artikel 1 van de wet van 1935 terecht de termen "rechtbanken van koophandel van eerste aanleg" ("juridictions ... commerciales de première instance") gebruikt om te verwijzen naar de rechtbanken van koophandel uitspraak doende in eerste aanleg, alsmede naar de vredegerechten die kennis nemen van handelsgeschillen (zie de artikelen 590 en 573 van het Gerechtelijk Wetboek), noemt het voorontwerp uitdrukkelijk de rechtbanken van koophandel alhoewel deze uitspraak doen ofwel in eerste aanleg ofwel in hoger beroep (zie artikel 577 van hetzelfde Wetboek). Het zou juister zijn aan het begin van de twee leden van artikel 1 en aan het begin van artikel 2 te schrijven :

"Voor de burgerlijke rechtbanken en rechtbanken van koophandel van eerste aanleg, en de arbeidsrechtbanken die ...".

.../...

2. Het ontworpen artikel 1, tweede lid, heeft betrekking op het gerechtelijk arrondissement Eupen.

Afgezien van de hierboven geformuleerde opmerking, moet er de aandacht op gevestigd worden dat het ter wille van de logische schikking van de bepalingen wenselijk is van dit tweede lid een afzonderlijk artikel te maken, dat als artikel 2bis van de wet van 1935 zou worden opgenomen in een artikel 3 van het ontwerp.

Zo die suggestie gevolgd wordt, is het nodig :

1° de verwijzingen welke talrijke bepalingen van het voorontwerp maken naar artikel 1, eerste of tweede lid, dienovereenkomstig te wijzigen;

2° in het voorontwerp een tweede nieuwe bepaling op te nemen, luidend als volgt :

"Artikel 4.-

In artikel 3, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "De regel bij vorig artikel vastgesteld" vervangen door de woorden "De bij artikel 2 vastgestelde regel".

Artikel 3 (dat 5 wordt).

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd (1) :

.../...

---

(1) Codex-legistiek, bijvoegsel tot het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982, blz. 60, nr 93.

"Artikel 5.-

Artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 64 van 30 november 1939 en bij het besluit van de Regent van 26 juni 1947, wordt opgeheven".

Artikel 5 (dat 7 wordt).

Het artikel zou als volgt moeten worden gerediGeerd, gelet onder meer op de opmerkingen die zijn gemaakt in verband met de artikelen 1 en 2 :

"Artikel 7.-

Artikel 7, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Nederlands of het Duits voor de in artikel 1 genoemde gerechten, of in het Frans of het Duits voor de in de artikelen 2 en 3 genoemde gerechten, of in het Duits voor de in artikel 4, § 1, genoemde gerechten, of in het Nederlands voor de in artikel 2bis genoemde gerechten, wordt de zaak verwezen naar het gerecht van dezelfde rang dat in een ander taalgebied gevestigd is en het meest nabij is of naar het gerecht van dezelfde rang uit dat taalgebied, dat door de partijen gezamenlijk wordt gekozen.

Wanneer de partijen voor de in artikel 2bis genoemde gerechten eenstemmig vragen dat de rechtspleging in het Frans wordt voortgezet, wordt de rechtspleging voor datzelfde gerecht in het Frans voortgezet.

.../...

De aanvraag bedoeld in deze paragraaf moet door de eiser gedaan worden in de inleidende akte. Zij kan ook door de verweerder worden gedaan. Beide partijen moeten ze aanvaarden vóór alle verweer en exceptie, ook die van onbevoegdheid".

Artikel 6 (dat 8 wordt).

1. Artikel 1 bevat voortaan een opsomming van provincies en van arrondissementen (in plaats van een enkel arrondissement). Artikel 10 van de wet zou dus in elk geval moeten worden aangepast aan die nieuwe toestand. Het ontworpen tweede lid werkt evenwel terecht met het begrip "Duitse taalgebied", welke uitdrukking trouwens ook verder voorkomt in artikel 20 en in artikel 28 van het voorontwerp.

2. De termen "akkoord tot voorkoming van faillissement", die voorkomen in artikel 10, eerste lid, van de wet, zijn in onbruik geraakt. De wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946, leggen het gebruik op van de uitdrukking "gerechtelijk akkoord".

3. Er is gemis van overeenstemming tussen de Nederlandse tekst en de Franse tekst van het ontworpen tweede lid. Uit de memorie van toelichting blijkt dat de Nederlandse tekst onvolledig is.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"Artikel 10. Ter zake van gerechtelijk akkoord, van faillissement of van verzoek tot uitstel van betaling, worden de berichten, oproepingen en voorstellen waarvan de bekendmaking door de wet vereist wordt, gedaan in het Frans in het Franse taalgebied, in het Nederlands in het Nederlandse taalgebied, in het Duits en in het Frans in het Duitse taalgebied, en in het Nederlands en in het Frans in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad".

Artikel 7 (dat 9 wordt).

De wijzigingen die door artikel 28, 2°, van het voorontwerp worden aangebracht in artikel 11, eerste lid, van de wet van 1935, zouden beter worden ondergebracht in artikel 7. De tekst kan derhalve vereenvoudigd worden zoals hierna wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "in de Waalse gemeenten in het Frans, en in de Vlaamse gemeenten, in het Nederlands" vervangen door "in het Franse taalgebied in het Frans, in het Nederlandse taalgebied in het Nederlands, en in het Duitse taalgebied in het Duits";

2° het derde en het vierde lid worden opgeheven".

.../...

Artikel 8 (dat 10 wordt).

Het artikel zou als volgt moeten worden gerediGeerd :

"Artikel 10.-

Artikel 14, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Voor de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken, rechtsprekende in eerste aanleg, wordt de gehele rechtspleging in het Frans, in het Nederlands of in het Duits gevoerd, naargelang de zetel van die gerechten gevestigd is in de provincies en de arrondissementen onderscheidenlijk genoemd in artikel 1, in artikel 2, of in artikel 2bis".

Artikel 9 (dat 11 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

Artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1969, wordt opgeheven".

Artikel 10 (dat 12 wordt).

Het ontworpen artikel 18 brengt de bepalingen betreffende de militaire gerechten, die voorkomen in de artikelen 18, 21 en 25 van de wet van 1935, bijeen in één tekst.

.../...

In de huidige stand van de wet handelt artikel 25 in het eerste en het tweede lid, over het Hof van beroep, in eerste en laatste aanleg rechtsprekende in strafzaken, terwijl het derde lid betrekking heeft op het Militair Gerechtshof rechtdoende in eerste en laatste aanleg. Artikel 25 staat in hoofdstuk III dat als opschrift heeft : "Gebruik der talen voor de rechtsmachten in hoger beroep". Het overbrengen van de bepaling betreffende het Militair Gerechtshof naar artikel 18 verbreekt de logische samenhang van hoofdstuk III en van artikel 25, en dat is zelfs zo wanneer die bepaling zich beperkt tot een verwijzing naar artikel 18.

Er wordt dan ook in overweging gegeven paragraaf 4, dat een gelijkaardige strekking heeft als het huidige artikel 25, derde lid, van de wet van 1935, uit het ontworpen artikel 18 weg te laten. Voor dat artikel 25 zal een tekst worden voorgesteld.

Artikel 12 (dat 14 wordt).

1. Alleen de leden 1 tot 3 van artikel 22 van de wet van 1935 zijn gewijzigd bij de wet van 24 maart 1980.

2. De inhoud van artikel 12, 2°, dat betrekking heeft op het Militair Gerechtshof, zal, in de vorm van een verwijzing worden overgebracht naar artikel 25 van de wet van 1935 (artikel 14 van het voorontwerp).

.../...

3. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 14.-

In artikel 22, vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden "van de politierechtbank of van de correctionele rechtbank zetelende in eerste aanleg" vervangen door de woorden "van de politierechtbank, van de krijgsraad of van de correctionele rechtbank zitting houdend in eerste aanleg".

Artikel 13 (dat 15 wordt).

Het ontworpen artikel 23, vierde lid, verplicht tot verwijzing naar het gerecht van dezelfde rang dat het dichtst gelegen is bij dat waarvoor de beklaagde heeft gevraagd dat de rechtspleging in een andere taal zou worden gevoerd.

De oorspronkelijke tekst maakte twee uitzonderingen op die regel : namelijk wanneer de rechtbank verklaart een toereikende kennis van de taal van de verdachte te bezitten, of wanneer ze verklaart "wegens de omstandigheden van de zaak, niet op de aanvraag van de verdachte te kunnen ingaan".

In de nieuwe tekst zijn die twee uitzonderingen op de verwijzing weggelaten. Meer bepaald is de tweede uitzondering weggevallen zonder dat daaromtrent enige uitleg is verstrekt in de memorie van toelichting of door de gemachtigden van de Minister.

+

.../...

Het vierde lid zou als volgt moeten worden gerédigeerd :

"In de gevallen bedoeld in de leden 1 tot 3, gelast de rechtbank ...".

Artikel 14 (dat 16 wordt).

1. Het huidige artikel 25, derde lid, van de wet van 1935, heeft betrekking op het Militair Gerechtshof rechtdoende in eerste en in laatste aanleg. Die bepaling wordt door het voorontwerp van wet overgebracht naar artikel 18, § 4 (artikel 10 van het ontwerp). Zoals is gezegd bij het onderzoek van dat artikel, is het verkieslijk een zodanige bepaling te behouden in artikel 25 en ze aan te vullen zoals is bepaald in het ontworpen artikel 18, § 4, en zoals opmerking 2 bij artikel 12 van het ontwerp in overweging geeft. Een tekst zal worden voorgesteld.

2. Het ontworpen derde lid van artikel 25 (artikel 14, 2°, van het voorontwerp) bepaalt :

> "Wanneer de verdachte een ambt uitoefent bij een van de gerechten van het gerechtelijk arrondissement Eupen, of in het rechtsgebied van een van die gerechten zijn wettelijke verblijfplaats heeft, wordt de rechtspleging voor het Hof van beroep te Luik in het Duits gevoerd".

.../...

Uit de artikelen 24, 32, 4°, en 34 blijkt dat de rechters van de rechtbanken van koophandel te Verviers en te Eupen, enerzijds, en van de arbeidsrechtbanken van die arrondissementen, anderzijds, dezelfde zijn.

Alleen sommige van die rechters moeten het bewijs leveren van de kennis van het Duits (zie artikel 24 van het voorontwerp), maar het kan gebeuren dat eentalig Franse rechters zitting hebben in de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel te Eupen, indien de rechtspleging aldaar in het Frans verloopt.

Zoals het ontworpen artikel 25, derde lid, geredigeerd is, zou het tot gevolg hebben dat de rechters van de arbeidsrechtbank en van de rechtbank van koophandel te Verviers voor het Hof van beroep te Luik onderworpen zouden worden aan een rechtspleging in het Duits, aangezien zij tegelijk rechters zijn in de rechtbanken te Verviers en te Eupen.

3. Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 16.-

In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Voor het Hof van beroep, in eerste en laatste aanleg rechtsprekende in strafzaken, wordt de rechtsple-

.../...

ging in het Frans, in het Nederlands of in het Duits gevoerd, naargelang de beklaagde een ambt uitoefent bij een van de gerechten onderscheidenlijk bepaald in artikel 1, in de artikelen 2 en 3, of in artikel 2bis, of zijn wettelijke verblijfplaats heeft in het rechtsgebied van een van die gerechten".

2° Het derde lid wordt vervangen door de volgende twee leden :

"Wanneer de beklaagde een ambt uitoefent bij de arbeidsrechtbanken of de rechtbanken van koophandel te Verviers en te Eupen, of wanneer hij zijn wettelijke verblijfplaats heeft in het rechtsgebied van een van die gerechten, wordt de rechtspleging voor het Hof van beroep te Luik in het Frans of in het Duits gevoerd, naargelang de beklaagde tijdens het vooronderzoek de ene of de andere taal gebruikt.

Voor het Militair Gerechtshof, rechtsprekende in eerste en laatste aanleg, alsmede voor de gerechtelijke commissie bij dit Hof, wordt de taal van de rechtspleging bepaald overeenkomstig artikel 18".

Artikel 16 (dat 18 wordt).

De tekst van het ontworpen artikel 28, derde lid, zou duidelijker zijn indien hij als volgt werd geredigeerd :

"Wanneer de bestreden beslissing in het Duits is gewezen, wordt het arrest bovendien vertaald in die taal".

.../...

Artikel 17 (dat 19 wordt).

Het artikel vult artikel 29 van de wet van 1935 aan met twee nieuwe leden. De volledige tekst van dat artikel zou als volgt luiden :

"Voor de rechtspleging die volgt op de uitspraak van het arrest, zijn die regelen betreffende het gebruik der talen in acht te nemen, welke toepasselijk waren op het geding waarover de bestreden beslissing uitspraak deed.

De in het eerste lid gestelde regel is eveneens toepasselijk op de in het Duits gewezen vernietigde beslissingen onverminderd de toepassing van artikel 60, § 3.

In dat geval wordt de rechtspleging voor het gerecht waarnaar de zaak is verwezen, gevoerd in de taal van dat gerecht. Het taalgebruik van de partijen is vrij; op hun verzoek wordt een beroep gedaan op een beëdigd vertaler; de kosten zijn ten laste van de Staatskas. Het arrest of het vonnis wordt in het Duits vertaald".

In de regel wordt de rechtspleging die volgt op de uitspraak van het arrest van het Hof van Cassatie gevoerd in dezelfde taal als die welke gegolden heeft voor het geding waarover de vernietigde beslissing uitspraak heeft gedaan.

Verscheidene hypothesen moeten onder ogen worden genomen :

a) Een vonnis dat in eerste en laatste aanleg is gewezen door de vrederechter te Eupen (artikel 617 van het Gerechtelijk Wetboek, bijvoorbeeld) kan worden vernietigd door het Hof van Cassatie dat de zaak zal verwijzen naar de vrederechter te Sankt-Vith.

Artikel 29, eerste lid - en het tweede lid voegt hieromtrent niets toe aan het eerste lid - is van toepassing.

Indien het vonnis van de vrederechter te Sankt-Vith op zijn beurt wordt vernietigd, zal het Hof de verwijzing bevelen naar een andere vrederechter, welke noch die van Eupen noch die van Sankt-Vith zal zijn. In zodanig geval kan de rechter bij wie de zaak na verwijzing aanhangig is, artikel 60, § 3, van de wet van 1935 toepassen (volgens het voorontwerp).

b) Indien het vernietigde vonnis gewezen is door de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel te Eupen, zal het Hof van Cassatie de zaak verwijzen naar diezelfde rechtbank, anders samengesteld. Er zullen problemen rijzen om de rechtbank samen te stellen : er zal een beroep moeten worden gedaan op de eventuele plaatsvervangende rechters.

Verwijst het Hof de zaak naar de rechtbank van een ander arrondissement, dan zal artikel 60, § 3, van de wet van 1935 toepassing vinden (volgens het voorontwerp).

c) In geval van vernietiging van het door het Hof van beroep te Luik in het Duits gewezen arrest, zal de zaak noodzakelijkerwijs moeten worden verwezen naar een gerecht van dezelfde rang, uitspraak doende in het Frans of in het Nederlands. Artikel 60, § 3, dat volgens het voorontwerp in dat geval toepassing zou vinden, luidt als volgt :

> "Ieder lid van een rechtscollege wordt aangezien als belet, wanneer hij de taal niet kent welke, overeenkomstig deze wet, dient te worden gebruikt. Indien, om reden van dit belet, het onmogelijk is, in een rechtscollege, de zetel samen te stellen, wordt de zaak verwezen naar een andere rechtbank van dezelfde rang en van hetzelfde beroeprechtsgebied.
>
> De verwijzing geschiedt overeenkomstig de artikelen 7 en 20; de beslissing is noch voor verzet noch voor beroep vatbaar".

.../...

Dit artikel 60, § 3, waarover later nog sprake zal zijn (slotopmerking nr V), biedt geen enkele oplossing voor de problemen die zich voordoen in de gerechten waarnaar de zaken worden verwezen; daarenboven kan het niet worden toegepast in het geval van de verwijzing, na cassatie, van het arrest van het Hof van beroep te Luik, want een ander Hof behoort, per definitie, tot een ander "beroeprechtsgebied".

Het ontworpen tweede lid van artikel 29 van de wet van 1935 bedoelt alleen te verwijzen naar artikel 60, § 3, welke bepaling geacht wordt de regel in te voeren die vervat is in het ontworpen derde lid.

Er wordt dan ook voorgesteld het artikel eenvoudiger te redigeren als volgt :

"Artikel 19.-

Artikel 29 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"Wanneer de vernietigde beslissing in het Duits is gewezen en de zaak wordt verwezen naar een gerecht dat geen uitspraak doet in die taal, wordt de rechtspleging voor dat gerecht gevoerd in de taal van dat gerecht. De partijen of de beklaagde, naar gelang van het geval, hebben de keuze tussen de taal van het gerecht of het Duits. De rechter kan, op verzoek van de partijen of van een van hen, of ambtshalve, bevelen dat een beroep wordt gedaan op een vertaler; de kosten zijn ten laste van de Staatskas. Het arrest of het vonnis wordt in het Duits vertaald".

.../...

Artikel 20 (dat 24 wordt)(1).

Het ontworpen artikel 42, eerste lid, van de wet, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Nederlandse, Franse en Duitse taalgebieden, in de zin van deze wet, zijn die welke omschreven zijn in de artikelen 3, 4 en 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966".

Artikel 21 (dat 25 wordt).

1. Aan het slot van de bepaling schrappe men de woorden "eerste lid", om de redenen die zijn uiteengezet bij de artikelen 1 en 2.

2. Artikel 43, § 10, van de wet van 15 juni 1935 luidt als volgt :

> "Niemand kan benoemd worden tot notaris in de provinciën en arrondissementen voorzien in de artikelen 1 en 2 der wet op het gebruik der talen in rechtszaken, indien hij niet bewijst, door zijn diploma, dat hij de examens van het licentiaat in het notariaat heeft afgelegd in de taal voorzien door de wet op het gebruik der talen in rechtszaken voor de rechtbanken van eerste aanleg van het arrondissement waarin hij mocht geroepen worden om zijn ambt uit te oefenen".

De oprichting van een Duitstalig gerechtelijk arrondissement zal de toepassing van die bepaling in dat arrondissement onmogelijk maken bij ontstentenis van Duitstalige diploma's van licentiaat in het notariaat.

.../...

---

(1) In een van de opmerkingen bij artikel 28 van het ontwerp, zal worden voorgesteld een nieuw artikel in te voegen tussen de artikelen 19 en 20 van het voorontwerp. In een van de slotopmerkingen (nr I), zal worden voorgesteld een andere nieuwe bepaling in te voegen op dezelfde plaats. De eerste zou artikel 22 worden, de tweede artikel 23.

De Regering zal die paragraaf 10 dienen aan te passen aan de nieuwe toestand die uit het ontwerp zal volgen.

Artikel 22 (dat 26 wordt).

Aangezien de wijzigingen welke de wet van 26 juni 1974 heeft aangebracht in artikel 43bis, § 1, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935, zijn opgegaan in die welke de wet van 24 maart 1980 er zelf heeft in aangebracht, moet de inleidende volzin als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 43bis van dezelfde wet, aldaar ingevoegd door de wet van 10 oktober 1967, wordt paragraaf 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1980, vervangen door de volgende twee leden :".

+

Het tweede lid van de ontworpen tekst, dat het derde lid van artikel 43bis, § 1, moet worden, luidt als volgt :

"Indien op het ogenblik van de voordracht het minimum aantal raadsheren die het bewijs hoeven te leveren van de kennis van de Duitse taal niet is bereikt, moeten de kandidaten worden voorgedragen die dat bewijs leveren".

In de Franse tekst moeten de woorden "le ou" ongetwijfeld vervallen.

.../...

Artikel 99, tweede lid, van de Grondwet luidt immers als volgt :

> "De raadsheren in de hoven van beroep en de voorzitters en ondervoorzitters der rechtbanken van eerste aanleg binnen hun rechtsgebied worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, de ene door die hoven, de andere door de provincieraden voorgelegd".

Een lijst met twee kandidaten, waarvan slechts een de wettelijke benoemingsvoorwaarden zou vervullen, zou niet meer een lijst van twee kandidaten" zijn in de zin van eerdervermeld artikel 99, tweede lid, aangezien de verplichting om de enige kandidaat te benoemen die de wettelijke voorwaarden vervult, de Koning niet meer de keuzemogelijkheid zou laten welke de grondwetgever nochtans heeft willen vrijwaren.

Bovendien zou dezelfde grondwettelijke bepaling verhinderen dat het ontworpen lid zo wordt verstaan dat het aan het hof van beroep en aan de provincieraad de verplichting zou opleggen een kandidaat voor te dragen alleen al omdat die het bewijs zou hebben geleverd van zijn kennis van het Duits, zonder dat zijn andere verdiensten zouden worden beoordeeld.

.../...

Aldus blijkt dat het ontworpen lid ofwel strijdig met de Grondwet, ofwel overbodig is.

Het spreekt immers vanzelf dat, wanneer de wet reeds een minimumaantal tweetalige raadsheren vereist - in het onderhavige geval twee (artikel 43bis, § 1, nieuw tweede lid) -, voor de benoeming van een tweetalig raadsheer de voordrachten derwijze dienen te geschieden dat zowel artikel 99, tweede lid, als dat wettelijke vereiste worden nageleefd, en dat, derhalve, twee lijsten van twee tweetalige kandidaten moeten worden voorgelegd.

Mocht de Regering het zo bedoelen dat, ingeval er verscheidene vacatures zijn, de voordrachten voor het ambt of voor de ambten bestemd voor een of twee tweetalige magistraten vóór de andere voordrachten moeten plaatshebben, dan zou het ontworpen lid geheel anders moeten worden geredigeerd dan thans het geval is. Toch moet worden opgemerkt dat een zo strenge eis de goede werking van het Hof zou kunnen schaden en niet bevorderlijk is voor het inhalen van de gerechtelijke achterstand.

.../...

Artikel 23 (dat 27 wordt).

Het ontworpen eerste lid, dat het tweede lid van artikel 43ter van de wet van 15 juni 1935 moet worden, schrijft onder meer voor dat twee raadsheren in het Arbeidshof te Luik het bewijs moeten leveren van de kennis van het Duits.

Voor zover die eis verband houdt met de noodwendigheden van de dienst, is daar niets op aan te merken.

Hetzelfde kan niet worden gezegd van de verantwoording die dienaangaande wordt gegeven in de memorie van toelichting, waar staat :

> "Bovendien is het aantal raadsheren die het bewijs moeten leveren van de kennis van de Duitse taal (2), een gevolg van de vereisten gesteld bij art. 104, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij kamers worden ingesteld met twee raadsheren en een raadsheer in sociale zaken".

Die bewering is betwisbaar in zover zij een regel impliceert die op geen enkele tekst berust, namelijk dat de leden van het hof, alle drie, het bewijs geleverd zouden moeten hebben van de kennis van het Duits om zitting te kunnen nemen in een kamer die kennis heeft te nemen van zaken welke in die taal moeten worden behandeld (1).

---------- .../...

(1) Zoals eerder werd beklemtoond, kan artikel 60, § 3, van de wet van 15 juni 1935 in het onderhavige geval niet worden toegepast, omdat de zaak niet kan worden verwezen "naar een andere rechtbank van dezelfde rang en van hetzelfde beroeprechtsgebied".

Die hypothetische regel zou trouwens tot gevolg hebben dat het praktisch onmogelijk zou worden het hof samen te stellen telkens als een van de twee magistraten die het bewijs hebben geleverd van de kennis van het Duits, verhinderd zou zijn. Bovendien zou die regel niet te verenigen zijn met het feit dat de bepaling, wat de raadsheren in sociale zaken betreft, niet preciseert in welke hoedanigheid elk van hen zou zijn benoemd.

Die passus uit de memorie van toelichting moet dus worden herzien in zover hij aan de ontworpen tekst in artikel 23, en onrechtstreeks aan de ontworpen tekst in artikel 22, een overdreven strekking lijkt te geven.

Op te merken valt dat er in het tweede lid van de ontworpen tekst, welk lid het derde lid van artikel 43ter moet worden, een opvallend gebrek aan overeenstemming is tussen de Franse tekst "peuvent seuls être nommés" en de Nederlandse tekst "mogen alleen ... worden voorgedragen ...". Die laatste tekst is zeker verkeerd aangezien er bij het Arbeidshof geen voordracht plaatsheeft.

Er is in hetzelfde nog een discrepantie tussen de Franse tekst "Si au moment de la vacance ..." en de Nederlandse tekst "Indien voor een vacante betrekking ...".

Aangezien de Koning vanzelfsprekend alleen maar kandidaten kan benoemen die de bij de wet bepaalde voorwaarden vervullen, lijkt de enige normatieve strekking van de bepaling erin te bestaan dat ze, ingeval er meer plaatsen openstaan dan er tweetalige magistraten nodig

.../...

zijn, de verplichting oplegt om bij voorrang die benoemingen te doen welke zullen voorzien in de vacatures in het "tweetalig kader".

Naar aan de Raad van State is verklaard, zou de Regering het zo bedoelen. Die bedoeling zou echter duidelijker moeten worden weergegeven in de tekst.

Bovendien zullen de Regering en de Wetgevende Kamers, zoals eerder reeds is opgemerkt, dienen te oordelen of een zo strenge eis in bepaalde gevallen de goede werking van het Arbeidshof te Luik niet dreigt te schaden.

Artikel 24, 30 en 34 (die 28 en 34 worden).

Bij het in artikel 24 ontworpen tweede lid is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is in verband met het ontworpen artikel 43bis, § 1, derde lid.

Het dient te vervallen of te worden herzien.

Artikel 34 houdt rechtstreeks verband met een probleem dat reeds aan de orde gesteld is. Volgens de regeling van het voorontwerp bedienen de rechters van de arbeidsrechtbank en die van de rechtbank van koophandel te Verviers tegelijk de rechtbanken te Eupen, terwijl alle rechters wel de kennis van het Frans, maar slechts sommige onder hen de kennis van het Duits bezitten. In de praktijk zullen het dus de tweetalige rechters zijn die hun ambt zullen uitoefenen in de rechtbanken te Eupen.

.../...

Aangezien de voorzitters van de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel te Eupen, die tevens voorzitters zijn van dezelfde rechtbanken te Verviers, niet noodzakelijkerwijs de kennis van het Duits bezitten, is het hun wettelijk onmogelijk zitting te hebben in de arrondissementsrechtbank te Eupen, behalve in twee gevallen : wanneer die voorzitters wel de kennis van het Duits bezitten of wanneer gevraagd is dat de rechtspleging in de andere taal zou worden voortgezet.

Thans gebeurt het dat de arrondissementsrechtbank te Verviers in het Duits uitspraak moet doen. In dat geval wijst elke voorzitter een Duitstalige rechter van zijn rechtbank aan om hem in de arrondissementsrechtbank te vervangen.

Artikel 74 van het Gerechtelijk Wetboek lijkt trouwens toereikend om het door de Regering beoogde doel te bereiken. Inderdaad, "de arrondissementsrechtbank bestaat uit de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, de voorzitter van de arbeidsrechtbank en de voorzitter van de rechtbank van koophandel of uit de rechters die hen in die respectieve rechtbanken vervangen".

Artikel 34 zou meer gewicht hebben indien het als beginsel stelde dat in de arbeidsrechtbank en in de rechtbank van koophandel te Eupen het voorzittersambt wordt uitgeoefend door de rechter van elk van die rechtbanken die het bewijs levert van de kennis van het Duits, wanneer de voorzitters het bewijs van die kennis niet leveren.

.../...

Volgens het ontworpen artikel 46 (artikel 24 van het voorontwerp) moeten een rechter in de arbeidsrechtbank en een rechter in de rechtbank van koophandel het bewijs leveren van de kennis van het Duits.

Zo gezien, brengt artikel 34 van rechtswege de vervanging van de voorzitter teweeg, ongeacht of het gaat om de uitoefening van de bevoegdheden die verbonden zijn aan het ambt van voorzitter dan wel om de deelneming aan de werkzaamheden van de arrondissementsrechtbank.

Artikel 34 zou derhalve beter worden geredigeerd in de hierna voorgestelde bewoordingen. Aangezien het verkieslijk is dat artikel op te nemen in een bestaande wet, wordt in overweging gegeven het in de wet van 1935 in te voegen in de vorm van een paragraaf 3 van een nieuw artikel 45bis.

De hiernavolgende tekst wordt voorgesteld voor de artikelen 24 en 30. Artikel 24 voegt een artikel 45bis toe aan de wet van 1935. Artikel 30 wordt aangevuld ten einde ook het huidig artikel 46, eerste lid, op te heffen.

"Artikel 28.-

Een artikel 45bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 45bis. § 1. In het arrondissement Eupen kan niemand worden benoemd tot voorzitter, ondervoorzitter, rechter of plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg, tot procureur des Konings of substituut-procureur des Konings, tot vrederechter of plaatsvervangend vrederechter, tot rechter of plaatsvervangend rechter in een

.../...

politierechtbank of tot toegevoegd rechter in een vredegerecht of in een politierechtbank tenzij hij het bewijs levert van de kennis van het Duits en bovendien door zijn diploma bewijst dat hij de examens van de licentie in de rechten in het Frans heeft afgelegd of het bewijs levert van de kennis van het Frans.

§ 2. Onder de magistraten van de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel te Verviers en te Eupen, moeten een rechter en twaalf rechters in sociale zaken bij de arbeidsrechtbanken, een substituutarbeidsauditeur bij die rechtbanken, een rechter en vier rechters in handelszaken bij de rechtbanken van koophandel het bewijs leveren van de kennis van het Duits.

§ 3. Wanneer de voorzitter van de arbeidsrechtbank of de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Verviers en te Eupen niet het bewijs levert van de kennis van het Duits, wordt hij, voor de uitoefening van zijn ambt in het arrondissement Eupen, vervangen door de rechter van zijn rechtbank die het bewijs levert van de kennis van het Duits".

- - - - - - - - - - -

"Artikel 34-.

Artikel 46, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, artikel 47, artikel 60, § 2, en artikel 66 van dezelfde wet worden opgeheven".

Artikel 25 (dat 29 wordt).

In de context van artikel 49 van de wet van 1935 lijkt de ontworpen paragraaf 7 weinig duidelijk, en zelfs onvolledig.

.../...

Enerzijds bepaalt paragraaf 1, tweede lid, dat er bij het Militair Gerechtshof en bij de vaste krijgsraad te Luik een Duitstalige kamer is die wordt samengesteld naar gelang van de behoeften.

Anderzijds bepaalt paragraaf 2, tweede lid, dat de helft van de magistraten van het auditoraat-generaal en van de krijgsauditoraten door hun diploma moeten bewijzen dat zij de examens van het doctoraat in de rechten in het Nederlands hebben afgelegd; de andere helft moet een gelijkaardig bewijs leveren betreffende het Frans :

> "In elk van die groepen moet ten minste één derde het bewijs hebben geleverd van de kennis van beide landstalen. Bovendien moeten twee magistraten het bewijs leveren van de kennis van de Duitse taal".

Er wordt niet gepreciseerd of een van die magistraten welke het bewijs leveren van de kennis van het Duits, moet behoren tot het auditoraat-generaal en de andere tot het krijgsauditoraat. Een dergelijke oplossing lijkt evenwel logisch aangezien een Duitstalige kamer wordt opgericht bij het Militair Gerechtshof en bij de vaste krijgsraad te Luik.

Ten slotte bepaalt de ontworpen paragraaf 7 : "De leden van de rechterlijke commissie bij het Militair Gerechtshof of bij een krijgsraad moeten Nederlands of Frans kennen".

Artikel 35 van de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, luidt als volgt :

.../...

"Daar waar de krijgsraad zetelt, is de rechterlijke Commissie, belast met het onderzoek, samengesteld, behalve de krijgsauditeur, die er voorzitter van is en het onderzoek leidt, uit een kapitein en een luitenant".

De gerechtelijke commissie bij de vaste krijgsraad te Luik, die de verdachte in het Duits moet ondervragen (zie het ontworpen artikel 18 van de wet van 1935, artikel 10 van het voorontwerp) moet worden voorgezeten door de magistraat van het krijgsauditoraat die het bewijs levert van de kennis van het Duits.

Daarenboven bepaalt artikel 41 van dezelfde wet :

"Bij het Militair Gerechtshof is de gerechtelijke commissie samengesteld uit :

1° De auditeur-generaal of, in dringende gevallen, een door hem gemachtigd krijgsauditeur die de commissie voorzit en het onderzoek leidt;

2° Twee officieren, van wie één met de graad van de beklaagde en de andere met de hogere graad, tenzij artikel 113 van dit Wetboek wordt toegepast".

Voorzitter van de gerechtelijke commissie die de zaken in het Duits behandelt, moet zijn het lid van het auditoraat-generaal, en zelfs van het krijgsauditoraat, dat het bewijs levert van de kennis van die taal.

Ten aanzien van de andere leden van de gerechtelijke commissies die de zaken in het Duits moeten behandelen, bevat de ontworpen wet geen enkele bepaling, terwijl zij wel regels stelt voor de samenstelling van de Duitstalige kamer van het Militair Gerechtshof of van de krijgsraad (zie de ontworpen paragrafen 6, 8 en 9 - artikel 25, 8° en 9°, van het voorontwerp).

.../...

Thans is het gebruik van de talen door de gerechtelijke commissies en de militaire gerechten geregeld bij het koninklijk besluit van 14 juli 1971. Zodra deze aangelegenheid - gedeeltelijk - mocht zijn opgenomen in de wet van 1935, zou voor het hierboven aangehaalde probleem een oplossing moeten worden gevonden. Voor de ontworpen paragraaf 7 wordt dan ook geen tekstvoorstel gedaan.

Artikel 26 (dat 30 wordt).

1. De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 53 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957, 15 februari 1961, 9 augustus 1963 en 15 juli 1970, worden volgende wijzigingen aangebracht :".

2. De tekst onder 1° moet als volgt worden geredigeerd :

"1° In paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "In de provinciën en het arrondissement vermeld in het eerste artikel" vervangen door de woorden "In de provincies en arrondissementen vermeld in artikel 1".

3. Ter wille van de logische volgorde in artikel 53 dient de nieuwe paragraaf 4 betreffende het bewijs van de kennis van het Nederlands, het Frans en het Duits, te komen na de paragrafen die handelen over de taalvoorwaarden welke de griffiers van de gerechten van de verschillende taalgebieden dienen te vervullen.

.../...

Paragraaf 4 zou aldus moeten volgen op paragraaf 5 (kennis van het Duits) en paragraaf 6 (kennis van het Nederlands of het Frans, naar gelang van het geval).

Met andere woorden, de paragrafen 5 en 6 zouden onderscheidelijk de paragrafen 4 en 5 moeten worden en de nieuwe tekst van paragraaf 4 zou paragraaf 6 worden.

Artikel 28 (dat 32 wordt).

Het artikel brengt verscheidene terminologische wijzigingen aan in een aantal artikelen van de wet van 1935.

1. In de tekst onder 1° is het voldoende "en 16, § 1" te schrijven in plaats van "en 16, § 1, eerste lid", want artikel 16, § 1, bevat slechts een lid.

2. Aangezien een tekst is voorgesteld voor artikel 11 van de wet van 1935 (artikel 7 van het voorontwerp) en die tekst de onder 2° bedoelde wijziging insluit, dient 2° te vervallen.

3. In de tekst onder 3° schrijve men in de Franse versie "53, § 3, alinéa 2".

4. De wijziging voorgesteld voor artikel 38, vierde lid, doet een moeilijkheid rijzen.

Het gewijzigde vierde lid zou er dan als volgt uitzien :

"Aan elke in het Duits gestelde akte van rechtspleging en aan elk in dezelfde taal gesteld vonnis of arrest, waarvan de betekening of kennisgeving moet gedaan worden in het Franse of in het Nederlandse taalge-

.../...

bied, zal een Vlaamse of een Franse vertaling toegevoegd worden" (1).

Wat gebeurt er echter wanneer de betekening of de kennisgeving moet worden gedaan in een gemeente van het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad, met andere woorden in een gemeente die noch tot het Franse, noch tot het Nederlandse taalgebied behoort ?

Volgens de gemachtigde van de Minister moeten in dergelijk geval een Franse en een Nederlandse vertaling aan de stukken worden toegevoegd. Bijgevolg zou een als volgt geredigeerd nieuw artikel in het voorontwerp moeten worden ingevoegd tussen de artikelen 19 en 20 (die 21 en 24 worden) :

"Artikel 22.-

In artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de leden 4 en 5 :

"Aan elke in het Duits gestelde akte van rechtspleging en aan elk in dezelfde taal gesteld vonnis of arrest, waarvan de betekening of kennisgeving moet gedaan worden in een gemeente van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, worden een Nederlandse en een Franse vertaling toegevoegd".

Artikel 32 (dat 36, 37, 38 en 39 wordt).

1. Aangezien het artikel verschillende aangelegenheden regelt, zou het in evenveel artikelen ingedeeld moeten worden als het onderverdelingen heeft.

.../...

(1) Van deze gelegenheid zou gebruik moeten worden gemaakt om de woorden "een Vlaamse of een Franse vertaling" te vervangen door de woorden "een Nederlandse

2. In 1°, § 2, zou de inleidende volzin als volgt geredigeerd moeten worden :

"Een als volgt luidend artikel 19bis wordt ingevoegd :".

3. In 2°, § 1, schrijve men in de Franse tekst van tabel III : "Substituts du Proc. Roi" en niet "Substitut Proc. du Roi".

4. Bij 4° moeten twee opmerkingen worden gemaakt :

a) De wijzigingen in de tabellen die genoemd zijn onder het eerste, het derde, het vierde en het vijfde streepje, behoren op dezelfde wijze te worden voorgesteld als de gewijzigde tabellen zelf, dit wil zeggen niet door Verviers/Eupen te schrijven maar door de benamingen van de twee arrondissementszetels door een accolade te verbinden of door een komma te scheiden.

b) Het is niet aangewezen om de tabel die vervat is in artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, door een wet te wijzigen daar die wijziging zelf nadien alleen nog door een wet zou kunnen worden gewijzigd. De Koning is het die na de inwerkingtreding van de ontworpen wet het koninklijk besluit van 7 april 1970 dienovereenkomstig zal moeten wijzigen.

Artikel 33.

Het artikel luidt aldus :

"Niettegenstaande het bepaalde in artikel 326, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, kan het ambt

.../...

van openbaar Ministerie bij de rechtbank van koophandel te Eupen alleen worden uitgeoefend door leden van het parket van de procureur des konings te Eupen".

Artikel 326, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt :

"Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de procureur-generaal bij een hof van beroep aan een magistraat van zijn parket of een magistraat van een parket van de procureur des Konings van zijn rechtsgebied opdracht geven om het ambt van openbaar ministerie tijdelijk waar te nemen bij een ander parket van hetzelfde rechtsgebied".

Artikel 33 houdt een afwijking in van artikel 326, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek : alleen de leden van het parket van de procureur des Konings te Eupen kunnen het ambt van openbaar ministerie bij de rechtbank van koophandel van dat arrondissement uitoefenen.

De memorie van toelichting geeft de volgende uitleg :

"Dit artikel is noodzakelijk om te voorkomen dat het ambt van openbaar ministerie bij de rechtbank van koophandel te Eupen zou worden uitgeoefend door een lid van het parket te Verviers dat geen Duits kent".

Bij het artikel moeten een aantal opmerkingen worden gemaakt.

Zoals het artikel geredigeerd is, lijkt het uit te sluiten dat aan een lid van het parket-generaal van Luik dat Duits kent, opdracht gegeven wordt om het ambt van openbaar ministerie waar te nemen bij de rechtbank van koophandel te Eupen.

Bovendien is er geen enkele reden om de bij artikel 326, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek

.../...

gegeven delegaties uit te sluiten wanneer de rechtbank van koophandel te Eupen om een verandering van de taal van de rechtspleging verzocht werd, zodat die rechtspleging in het Frans verloopt.

Artikel 33 sluit de toepassing van artikel 326, eerste lid, niet uit wanneer het erom gaat het genoemde ambt bij de rechtbank van eerste aanleg te Eupen uit te oefenen. De ratio legis is nochtans dezelfde : ongeacht om welke rechtbank het gaat, komt het erop aan te vermijden dat een lid van een parket van een ander arrondissement naar Eupen wordt afgevaardigd om het ambt van openbaar ministerie in het Duits waar te nemen, welke taal die magistraat niet kent.

Het is nogal duidelijk dat de naleving van de wet van 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken noodzakelijkerwijs beperkingen meebrengt voor de bij artikel 326, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek geschapen mogelijkheid tot delegatie.

Het artikel moet bijgevolg vervallen.

Artikel 34.

Er zij aan herinnerd dat de inhoud van dit artikel in de vorm van een paragraaf 3 ingevoegd is in het ontworpen artikel 45bis (zie de opmerking onder artikel 24).

Artikel 35 (dat 40, 41, 42, 43 en 44 wordt).

Dit artikel, dat uitsluitend over het Hof van

.../...

assisen te Luik handelt, wijzigt vijf artikelen van het Gerechtelijk Wetboek. Zoals gebruikelijk is, zou aan iedere wijziging een apart artikel van het voorontwerp moeten worden gewijd.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 40.-

Artikel 121, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Wanneer de rechtspleging voor het Hof van assisen van de provincie Luik in het Duits wordt gevoerd, worden de assessoren aangewezen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen".

Artikel 41.-

Artikel 166, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Wanneer de rechtspleging voor het Hof van assisen van de provincie Luik in het Duits wordt gevoerd, wordt het ambt van griffier uitgeoefend door de hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen of door een door hem aangewezen griffier".

Artikel 42.-

Artikel 223, eerste lid, 2°, d, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"d. in de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen, of hij ertoe in staat is de debatten van het Hof van assisen in het Frans, in het Duits of in beide talen te volgen; in dit laatste geval kan de kiezer aangeven welke taal hij verkiest;".

.../...

Artikel 43.-

In artikel 226, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "In het gerechtelijk arrondissement Verviers" vervangen door de woorden "In de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen".

Artikel 44.-

Artikel 229, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De bestendige deputatie van de provincieraad van Luik maakt twee provinciale lijsten van gezworenen op : de ene met de Franstalige gemeentelijke lijsten van de arrondissementen Verviers en Eupen en de gemeentelijke lijsten van de overige arrondissementen; de andere met de Duitstalige gemeentelijke lijsten van de arrondissementen Verviers en Eupen".

\+

\+ \+

Artikelen 36 tot 39 (die 48, 49, 50 en 51 worden) (1).

Deze artikelen voeren een overgangsregeling in die als volgt samen te vatten is :

1. Totdat het gerechtelijk arrondissement Eupen opgericht is, wordt het aantal rechters van de rechtbank

---

.../...

(1) Drie artikelen moeten worden ingevoegd op het einde van hoofdstuk II, na artikel 35 (zie de slotopmerkingen nrs II, III en IV).

van eerste aanleg te Verviers, het aantal substituut-procureurs des Konings en het aantal griffiers van die rechtbank verhoogd (artikel 36).

2. Totdat er bij de rechtbank van eerste aanleg vijf tweetalige rechters, drie tweetalige substituten en drie tweetalige griffiers zijn, kunnen te Verviers alleen kandidaten die het bewijs van de kennis van het Duits hebben geleverd, benoemd worden tot rechter, substituut of griffier (artikel 37).

3. Het gerechtelijk arrondissement Eupen wordt opgericht op de eerste september van het jaar dat volgt op het jaar waarin er bij de rechtbank van eerste aanleg te Verviers vier tweetalige rechters, twee tweetalige substituten en twee tweetalige griffiers zijn (artikel 38).

4. Uiterlijk zestig dagen vóór de datum waarop het arrondissement Eupen opgericht wordt, benoemt de Koning :

- de voorzitters van de drie rechtbanken;
- de procureur des Konings;
- de arbeidsauditeur;
- de hoofdgriffiers;
- de secretaris bij het parket van de procureur des Konings;
- de secretaris bij het parket van de arbeidsauditeur.

Uiterlijk dertig dagen vóór de voormelde datum benoemt de Koning de overige leden van de rechtbanken, van het parket van de procureur des Konings, van het

arbeidsauditoraat, van de secretariaten en van de griffies.

Alle benoemingen hebben uitwerking op de datum die door de Koning wordt vastgesteld.

Bij de regeling die in het voorontwerp is uitgewerkt, zijn een aantal opmerkingen te maken.

1. Het lijkt niet erg logisch de personeelsformatie van de rechtbank van eerste aanleg en van het parket van de procureur des Konings te Verviers eerst uit te breiden en ze nadien in te krimpen zodra het arrondissement Eupen is opgericht.

2. Het is gevaarlijk om de oprichting van het arrondissement Eupen - en dus de werking van de rechtbanken van dat arrondissement - te laten afhangen van het voorhanden zijn van een bepaald aantal tweetalige magistraten te Verviers. Niets wettigt immers de bewering dat de tweetalige rechters van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, die onafzetbaar zijn, met een benoeming te Eupen zullen instemmen. Dat is weliswaar zeer waarschijnlijk maar niet zeker.

Het streven van de indieners van het voorontwerp houdt verband met de bijzondere situatie van het Duitse taalgebied.

Op dit ogenblik beschikken de rechtscolleges van het arrondissement Verviers niet over het bij de wet van 1935 opgelegde aantal tweetalige magistraten. Er zullen nieuwe tweetalige magistraten benoemd moeten worden : feitelijk zal het om jonge gediplomeerden gaan en het is wenselijk dat zij alvorens hun ambt in nieuwe gerechten

.../...

uit te oefenen, een opleiding in reeds bestaande gerechten hebben kunnen ontvangen.

+

+ +

Het is mogelijk een regeling uit te werken die van het voorontwerp verschilt en toch niet de hiervoren geuite bezwaren vertoont. Die regeling zou er als volgt uitzien :

- de bepalingen van de wet treden in beginsel in werking op de normale datum, dit wil zeggen tien dagen na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, maar in de overgangsperiode zijn slechts enkele artikelen toepasselijk (1);

- bij wijze van overgangsmaatregel, dit wil zeggen totdat de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel te Eupen geïnstalleerd zijn, worden alle bevoegdheden van die rechtbanken door de rechtbanken te Verviers uitgeoefend. Deze doen dus recht in het Frans en in het Duits;

- bijgevolg benoemt de Koning geen tweetalige magistraten meer te Verviers - de nieuwe personeelsformaties zijn immers van toepassing - maar benoemt Hij eerst rechters in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, substituut-

---------- .../...

(1) De bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen gaat op dezelfde wijze tewerk. Hoewel zij in beginsel op 1 oktober 1980 in werking treedt (artikel 95), zijn verscheidene bepalingen echter slechts bij wijze van overgangsmaatregel toepasselijk en wijken zij af van bepalingen die voor onbeperkte tijd van toepassing zullen zijn (zie bijvoorbeeld de artikelen 65, 66, 67, 74 en 75). Die definitieve bepalingen zijn bijgevolg niet dadelijk bij de inwerkingtreding van de wet toepasselijk aangezien de voorwaarden die vereist zijn opdat zij uitwerking krijgen op dat ogenblik niet vervuld zijn.

procureurs des Konings te Eupen alsook leden van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen.

Het wetsontwerp moet bepalen dat die magistraten en leden van de griffie hun ambt in de rechtscolleges te Verviers in overtal uitoefenen in afwachting dat de rechtbanken te Eupen worden geïnstalleerd. In werkelijkheid zou het gaan om een delegatie waarin de wetgever zelf bij wijze van overgangsmaatregel voorziet.

Artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek stelt :

"Wanneer een rechter wettig verhinderd is of er een plaats van rechter openstaat in een rechtbank van eerste aanleg of van koophandel, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep bij beschikking een rechter of een plaatsvervangend rechter uit het rechtsgebied van het hof van beroep die dit aanvaardt, opdragen er tijdelijk zijn ambt waar te nemen.

Dezelfde macht wordt uitgeoefend door de eerste voorzitter van het arbeidshof wanneer het een arbeidsrechtbank betreft.

Die beschikking wordt gegeven op vordering of op advies van de procureur-generaal.

De opdracht eindigt wanneer de reden ervan vervalt; voor zaken waarover de debatten aan gang zijn of die in beraad zijn, blijft de opdracht evenwel geldig tot aan het vonnis".

Artikel 98 verleent aan de eerste voorzitter van het Hof van beroep of van het Arbeidshof, naar gelang van het geval, de macht om aan een rechter van een bepaalde rechtbank een opdracht in een andere rechtbank te geven, mits de betrokken rechter ermee instemt. Deze voorwaarde houdt enigszins verband met artikel 100 van de Grondwet, hetwelk bepaalt :

.../...

"De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming".

De onafzetbaarheid van de rechters is door de Grondwet bekrachtigd als een waarborg voor de onafhankelijkheid ten opzichte van de uitvoerende macht.

In de regeling waarin artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, wordt de rechter niet "overgeplaatst" : hij blijft rechter in de rechtbank waar hij benoemd is, en het is slechts tijdelijk dat hij een opdracht in een andere rechtbank krijgt.

Wat de voor het arrondissement Eupen in overweging gegeven regeling betreft, worden de rechters benoemd in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen en ontvangen zij slechts een tijdelijke opdracht in de rechtbank te Verviers : er zij op gewezen dat die "opdracht" het werk is van de wet zelf, zonder dat een beslissing van de Koning of van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Luik vereist is. Degene die solliciteert naar een ambt van rechter te Eupen, weet dus dat hij in afwachting dat de rechtbank te Eupen geïnstalleerd is, in dezelfde rechtbank te Verviers zal fungeren. Hij weet ook dat hij in de rechtbank te Eupen benoemd is en dat hij de dag dat die rechtbank functioneert niet kan weigeren er deel van uit te maken. Die regeling is hoegenaamd niet in strijd met de vereisten van artikel 100 van de Grondwet; zij doet evenmin afbreuk aan 's rechters onafhankelijkheid als de opdracht waarin artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet of als de benoeming in twee arrondissementen die tot het rechtsgebied van hetzelfde Hof van beroep behoren (Gerechtelijk Wetboek : artikel 100).

.../...

Het loont de moeite te herinneren aan het advies van de Raad van State aangaande een ontwerp van wet "tot inwerkingstelling van de wijzigingen van artikel 104 van de Grondwet" (advies L. 11.654/2 van 9 juni 1972, bekendgemaakt in het gedrukte stuk van de Kamers van Volksvertegenwoordigers, zitting 1971-1972, nr 364-1, blz. 3 tot 6). Dit advies bevat de volgende passage :

"Artikel 10 van het ontwerp bepaalt dat indien er bij het Hof van beroep en bij het Arbeidshof te Brussel en te Luik meer magistraten in functie blijven dan er plaatsen zijn op de nieuwe, in het ontwerp vastgestelde formatie, de Koning in de hoven te Antwerpen en te Bergen evenveel magistraten mag delegeren als er magistraten in overtal zijn.

Deze bepaling moet getoetst worden aan artikel 100, derde lid, van de Grondwet : "De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming".

Het ontworpen systeem lost de aanwijzing voor de nieuwe hoven van beroep van magistraten die in de bestaande hoven in overtal mochten zijn op, door delegatie voor een tijd die beperkt is tot het wegwerken van het overtal, een delegatie die niet noodzakelijk zal plaatshebben met toestemming van de betrokken magistraat.

De vraag is dan ook, of delegatie in dergelijke omstandigheden geen "overplaatsing" is in de zin van artikel 100 van de Grondwet.

De Raad van State merkt wat dat betreft op dat een onder die gegeven omstandigheden gedelegeerd magistraat, lid blijft van het hof waar hij deel van uitmaakt en er al zijn rechten bewaart.

Voorts zal hij zijn ambt tijdelijk waarnemen in een deel van het rechtsgebied dat vóór de hervorming dat was van het hof waartoe hij behoorde.

Dergelijke delegaties zijn dan ook naar 's Raads gevoelen geen "overplaatsing".

Bovendien wordt geen afbreuk gedaan aan de ratio legis van artikel 100 van de Grondwet en ook niet aan de

.../...

in dat artikel gehuldigde beginselen, met name, aan de ene kant, de onafhankelijkheid van de magistraten en de afwezigheid van iedere mogelijkheid om druk op hen uit te oefenen, aan de andere kant, de bescherming van de rechtzoekenden door het verhinderen van willekeurige aanstelling of verwijdering van de rechters die hun geschillen moeten beslechten.

Het ontwerp stelt de eerbiediging van die beginselen veilig waar het voor de dienstaanwijzing van magistraten objectieve maatstaven aanlegt.

Uit het voorgaande blijkt dat artikel 10 van het ontwerp niet enkel de letter maar ook de geest en het doel van artikel 100, derde lid, eerbiedigt : het voorgenomen stelsel van delegaties laat immers geen ruimte voor enige bemoeiing of keuze noch vanwege de gerechtelijke overheden noch van Regeringszijde.

Het woord "kan" in het eerste lid van artikel 10 is echter vatbaar voor verschillende interpretaties. Als daarmee bedoeld wordt dat de wet aan de Koning bevoegdheid verleent om de in uitzicht gestelde delegaties te verrichten zonder dat Hij over de wenselijkheid daarvan vermag te beslissen, is op het systeem niets aan te merken. Om verkeerde interpretaties te voorkomen, vervange men "kan opdracht geven" door "geeft opdracht" (1).

\+

\+ \+

Ook bij artikel 39 moeten een aantal opmerkingen worden gemaakt. Volgens die bepaling benoemt de Koning uiterlijk zestig dagen vóór de in artikel 38 bepaalde datum de voorzitters van respectievelijk de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel. Hij benoemt de overige rechters van die rechtbanken uiterlijk dertig dagen vóór diezelfde datum.

.../...

(1) Gedurende de werkzaamheden van de Kamercommissie voor de justitie is erop gewezen dat "de voorgestelde delegatie niet in strijd (is) met artikel 100 van de Grondwet". Het artikel is op verzoek van de Minister (uit het ontwerp) gelicht want "het aantal gevallen, waarin van dit delegatierecht gebruik zou moeten worden gemaakt, (is) uiterst gering" (Kamer, zitting 1972-1973, Gedr. St. nr 364-5, blz. 6).

Uit verscheidene bepalingen van het voorontwerp blijkt dat dezelfde magistraten van de zetel de arbeidsrechtbanken te Verviers en te Eupen bedienen. Hetzelfde geldt voor de rechtbanken van koophandel van de twee arrondissementen (zie de artikelen 24 en 32, 4°, van het voorontwerp).

Het is dan ook de vraag of de voorzitters en de rechters die in functie zijn in de rechtbank van koophandel en de arbeidsrechtbank te Verviers op het ogenblik dat het gerechtelijk arrondissement Eupen opgericht wordt, ook uit kracht van de wet voorzitters en rechters in de overeenkomstige rechtbanken van het arrondissement Eupen worden.

Artikel 32, 4°, instigeert tot een bevestigend antwoord maar dan zou de ontworpen wet een bepaling moeten bevatten waarin een zodanig voorschrift rechtstreeks wordt aangegeven. Dat voorschrift zou echter geacht kunnen worden niet goed verenigbaar te zijn met artikel 99, eerste lid, van de Grondwet, naar luid waarvan "de rechters in de rechtbanken rechtstreeks door de Koning (worden) benoemd". Bovendien zouden moeilijkheden rijzen voor de toepassing van artikel 290 van het Gerechtelijk Wetboek, dat voorschrijft dat de eed binnen een maand na de kennisgeving van de benoeming moet worden afgelegd en dat deze anders als niet-bestaande mag worden beschouwd.

Artikel 39 daarentegen verwijst uitdrukkelijk naar benoeming, door de Koning, van de voorzitters en de overige leden van respectievelijk de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel. Dit is geheel in overeenstemming met

.../...

de Grondwet. Het zou echter kunnen gebeuren dat een magistraat van de zetel van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel te Verviers niet wenst daarenboven nog in de overeenkomstige rechtbank te Eupen te worden benoemd. Daar, zoals het nu staat, volgens artikel 46 van de wet van 15 juni 1935 een rechter in de arbeidsrechtbank en een rechter in de rechtbank van koophandel te Verviers het bewijs moeten leveren van de kennis van het Duits, behoeft er maar één van die rechters te kennen te geven dat hij niet in de rechtbank te Eupen wenst te worden benoemd en de toepassing van het verderop voorgestelde artikel 48 loopt vertraging op. In een dergelijk geval zou de Koning immers, enerzijds, de rechter van de rechtbank te Verviers die een zodanige benoeming weigert, niet in de rechtbank te Eupen kunnen benoemen en zou Hij anderzijds in de rechtbank te Eupen alleen dan een nieuwe rechter die het bewijs van de kennis van het Duits geleverd heeft, kunnen benoemen als Hij hem tegelijkertijd tot rechter in de rechtbank te Verviers benoemt : dit zou betekenen dat in deze rechtbank de formatie van de magistraten, zoals zij blijkt uit artikel 32, 4°, van het voorontwerp, overschreden zou worden.

Daarom wordt voorgesteld dat in de arbeidsrechtbank of in de rechtbank van koophandel te Verviers bij wijze van overgangsmaatregel een rechter in overtal benoemt zou kunnen worden als een zodanige benoeming noodzakelijk is om de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel te Eupen te laten beschikken over een rechter die het bewijs heeft geleverd van de kennis van het Duits. Zodoende zou er geen vertraging ontstaan bij het in toepassing brengen van artikel 48.

.../...

Voor het geval dat de voorzitter van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel te Verviers niet zou wensen in dezelfde hoedanigheid in het overeenkomstige gerecht te Eupen te worden benoemd, zou dit gerecht geen voorzitter hebben , het zou alleen bestaan uit één, en zelfs uit verscheidene rechters (1). Daar de Koning geen voorzitter zal kunnen benoemen in de rechtbank te Eupen alleen wordt voorgesteld dat een in het wetsontwerp op te nemen overgangsbepaling zou stellen dat, indien op de dag van de installatie van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel te Eupen een van die rechtbanken geen voorzitter heeft, de functies die bepaaldelijk aan hem zijn opgedragen, naar gelang van het geval, worden uitgeoefend door de oudstbenoemde rechter of door de enige rechter in die rechtbank.

De teksten die hierna in de artikelen 48, 49, 50 en 51 worden voorgesteld, vervangen de artikelen 36 tot 39 van het voorontwerp. De artikelen 48 en 49 bevatten een regeling welke in de plaats zou komen van die van het voorontwerp. Zij hebben de goedkeuring van de gemachtigde van de Minister. Om de redenen die zoëven uiteen zijn gezet, vullen de artikelen 50 en 51 de vervangende regeling aan om te voorzien in gevallen die weliswaar weinig waarschijnlijk zijn maar waarmee toch moet worden gerekend.

.../...

---

(1) Indien de voorzitter van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel te Verviers de enige magistraat van het gerecht is die het bewijs heeft geleverd van de kennis van het Duits en hij niet bij de rechtbank te Eupen wenst te worden benoemd, kan deze uit twee of drie rechters bestaan, met name de rechter in de rechtbank van koophandel of de twee rechters in de arbeidsrechtbank te Verviers - die niet het bewijs hebben geleverd van de kennis van het Duits - en de nieuwe tweetalige rechter die met toepassing van de voormelde overgangsbepaling zou zijn benoemd.

"Artikel 48.-

De rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel te Eupen worden geïnstalleerd op de eerste september van het jaar na datgene waarin in de gerechten van het gerechtelijk arrondissement Eupen benoemd zijn :

a) de ondervoorzitter en drie rechters in de rechtbank van eerste aanleg ;

b) de voorzitter of een rechter in de arbeidsrechtbank, die het bewijs heeft geleverd van de kennis van het Duits ;

c) de voorzitter of een rechter in de rechtbank van koophandel, die het bewijs heeft geleverd van de kennis van het Duits ;

d) twee substituut-procureurs des Konings ;

e) de arbeidsauditeur of een substituut-arbeidsauditeur, die het bewijs heeft geleverd van de kennis van het Duits ;

f) twee leden van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg ;

g) twee leden van de griffie van de arbeidsrechtbank, die het bewijs hebben geleverd van de kennis van het Duits ;

h) twee leden van de griffie van de rechtbank van koophandel, die het bewijs hebben geleverd van de kennis van het Duits ;

.../...

Artikel 49.-

§ 1. Totdat de in artikel 48 genoemde rechtbanken geïnstalleerd zijn, oefenen de in de rechtbank van eerste aanleg en de bij het parket van de procureur des Konings te Eupen benoemde magistraten en leden van de griffie hun ambt uit in de rechtbank van eerste aanleg en bij het parket van de procureur des Konings te Verviers. Zij behoren niet tot de formatie van de magistraten en van de leden van de griffie van die rechtbank.

§ 2. Totdat de in artikel 48 genoemde rechtbanken geïnstalleerd zijn, worden alle bevoegdheden ervan toegekend aan de overeenkomstige gerechten van het arrondissement Verviers.

Artikel 50.-

§ 1. Indien naar aanleiding van de eerste benoeming, in de arbeidsrechtbanken of in de rechtbank van koophandel te Eupen, van een magistraat van de zetel die het bewijs heeft geleverd van de kennis van het Duits, de magistraat van de overeenkomstige rechtbank van het arrondissement Verviers die het bewijs van die kennis heeft geleverd, niet wenst te worden benoemd in het gerecht te Eupen, kan de Koning, naar gelang het geval,in de arbeidsrechtbanken of in de rechtbanken van koophandel te Verviers en te Eupen een nieuwe rechter benoemen.

Die rechter dient het bewijs te hebben geleverd van de kennis van het Duits.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt het aantal rechters bij wijze van overgangsmaatregel en naar gelang van het geval bepaald op drie in de arbeidsrechtbank of op twee in de rechtbank van koophandel, van het arrondissement Verviers.

Artikel 51.-

Indien de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel te Eupen de dag dat zij geïnstalleerd wordt geen voorzitter heeft, worden de bevoegdheden die bepaaldelijk aan hem zijn opgedragen, uitgeoefend door de rechter in die rechtbank of, als er verscheidene rechters zijn, door de oudstbenoemde rechter, totdat de voorzitter van, naar gelang het geval, de arbeidsrechtbanken of de rechtbanken van koophandel te Verviers en te Eupen, de bij artikel 290 van het gerechtelijk Wetboek voorgeschreven eed heeft afgelegd".

x

x x

Nog een korte commentaar is geboden.

De nieuwe voorgestelde teksten moeten worden gelezen te zamen met het nieuwe, aan het einde van het advies voorgestelde artikel dat betrekking heeft op het in toepassing brengen van de ontworpen wet in twee tijden.

Artikel 48 bepaalt het ogenblik waarop de nieuwe gerechten van het arrondissement Eupen worden geïnstalleerd.

Verscheidene benoemingen moeten plaatshebben wil de datum van de installatie bepaald kunnen worden. Wat die benoemingen betreft, moet de ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen benoemd worden, echter niet de voorzitter.

.../...

Dit heeft tot voordeel dat die ondervoorzitter tijdelijk te Verviers zal fungeren (artikel 49, § 2) en dus voor alle zaken die in het Duits behandeld worden de voorzitter van deze rechtbank zal kunnen vervangen.

Tot deze benoemingen behoren ook die van de leden van de arbeidsrechtbank, het arbeidsauditoraat en de rechtbank van koophandel, welke leden tegelijk het arrondissement Verviers en het arrondissement Eupen bedienen en daardoor het bewijs moeten leveren van de kennis van het Duits.

Daar artikel 49, § 2, in algemene bewoordingen is gesteld, zullen alle eedafleggingen van de in artikel 48 bedoelde personen, die moeten geschieden voor de rechtbanken te Eupen, plaatshebben voor dezelfde rechtbanken te Verviers.

Het spreekt vanzelf dat zodra de datum van de installatie van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Eupen bepaald is, de Koning de andere dan de in artikel 48 bedoelde benoemingen zal behoren te doen.

Artikel 49, § 1, heeft alleen betrekking op de rechtbank van eerste aanleg en op het parket van de procureur des Konings : de leden van de overige rechtbanken en van het arbeidsauditoraat te Eupen maken immers ook deel uit van dezelfde gerechten en van het arbeidsauditoraat van het arrondissement Verviers.

.../...

Uit de bepaling betreffende het in toepassing brengen van de ontworpen wet volgt dat de gerechten van het arrondissement Verviers gedurende de overgangsperiode de huidige voorschriften in verband met het gebruik der talen verder zullen toepassen.

Artikel 40 (dat 52 wordt).

In de memorie van toelichting wordt erop gewezen dat artikel 6 van de wet van 26 juni 1974 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van artikel 104 van de Grondwet als model heeft gediend voor artikel 40.

Het eerste lid herhaalt nodeloos de voorschriften die vervat zijn in de artikelen 196 en 211 van het Gerechtelijk Wetboek en in artikel 99 van de Grondwet. Dit lid moet bijgevolg vervallen.

Het tweede lid neemt, onder aanpassing, artikel 6, tweede lid, van de wet van 1974 over.

Hier moeten twee opmerkingen worden gemaakt.

1. De aanpassing is niet erg geslaagd : het is duidelijk dat de voorzitter of de ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers een plaats bekleedt waarvoor de voordrachten zijn gedaan door de provincieraad van Luik. Artikel 196 van het Gerechtelijk Wetboek gedoogt geen andere oplossing : alleen de provincieraad van Luik is bevoegd om één van de twee dubbeltallen op te stellen.

.../...

2. Artikel 6, tweede lid, van de wet van 1974 is ten tijde van de bespreking in de Kamercommissie voor de justitie door middel van een Regeringsamendement in die wet opgenomen. Dat amendement, dat niet voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, is zowel in de Kamer (Kamer, zitting 1973-1974, Gedr. St. nr. 364-5, blz. 5-6) als in de Senaat (Senaat, zitting 1973-74, Gedr. St. nr 52, blz. 7) eenparig door de commissieleden aangenomen.

Over het amendement is niet gediscussieerd en de vraag of het in overeenstemming was met artikel 99, tweede lid, van de Grondwet, is niet aan de orde gekomen. Dat het grondwettig is,lijkt echter niet te kunnen worden betwijfeld. Van het ogenblik af dat de toestemming van de betrokkene verkregen was, leverde zijn benoeming in een van de nieuwe hoven, welker rechtsgebied ontstaan was door opdeling van het rechtsgebied van het hof waartoe hij behoorde, nog slechts een formele aangelegenheid op, waarvoor geen voordrachten nodig waren.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Article 52.-

De voorzitter en de ondervoorzitter die bij de inwerkingtreding van deze bepaling in functie zijn in de rechtbank van eerste aanleg te Verviers en die het bewijs leveren van de kennis van het Duits, kunnen op hun verzoek rechtstreeks door de Koning worden benoemd, zonder voordracht van het Hof van beroep te Luik noch van de provincieraad van Luik, tot de respectieve ambten van voorzitter of van ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen".

.../...

Artikel 45 (dat 57 wordt).

Het zou beter zijn de woorden "voor zover" te vervangen door "indien".

Artikel 46 (dat 58 wordt).

Het artikel stamt ten dele uit artikel 8 van de wet van 26 juni 1974 en ten dele uit artikel 1 van de overgangsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967.

Het eerste lid heeft betrekking op de zaken die aanhangig zijn bij de burgerlijke rechtbank, de jeugdrechtbank, de rechtbank van koophandel en de arbeidsrechtbank van het gerechtelijk arrondissement Verviers. Het doelt niet op de zaken die aan de correctionele rechtbank zijn voorgelegd, welke zaken dus niet aan Eupen worden overgedragen.

Het tweede lid houdt in dat de zaken die in beraad zijn of waarvan de debatten aan de gang zijn voor de gerechten te Verviers, niet aan Eupen worden overgedragen, behalve wanneer de samenstelling van het college van het gerecht te Verviers niet gehandhaafd kan blijven, in welk geval de zaken aan Eupen worden overgedragen.

Bij artikel 46 moeten verscheidene opmerkingen worden gemaakt.

1. De correctionele rechtbank te Verviers zou bevoegd blijven voor de zaken in het Duits.

2. Het tweede deel van het tweede lid zal steeds van toepassing zijn voor de zaken die in beraad zijn of waarvan de debatten aan de gang zijn voor de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, zodra de rechters van die rechtbank die het bewijs van de kennis van het Duits hebben geleverd, benoemd zijn in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen. In dat geval zal de samenstelling van het college van de kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers immers niet gehandhaafd kunnen worden daar er geen Duitssprekende rechter meer zal zijn. De overdracht zal dus moeten plaatshebben.

3. Het eerste lid bepaalt niet hoe de zaken van de gerechten van Verviers naar die van Eupen overgedragen zullen worden.

Artikel 1 van de overgangsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de zaken ambtshalve en zonder kosten worden overgedragen (eerste lid) en het voegt eraan toe dat "de dossiers aan de (griffie) van het nieuwe gerecht (worden) toegezonden, door de griffier, of in voorkomend geval, de secretaris van het opgeheven gerecht" (vijfde lid).

Artikel 8 van de wet van 26 juni 1974 bepaalt dat de zaken kosteloos worden overgebracht en op de rol van het nieuwe hof van beroep ingeschreven, bij beschikking van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Brussel of te Luik, naar gelang van het geval.

.../...

4. De toepassing van artikel 46 heeft tot gevolg dat wanneer de burgerlijke rechtbank of de rechtbank van koophandel te Verviers in hoger beroep uitspraak doet over beslissingen die in het Duits gewezen zijn door de vrederechters van de kantons Malmédy, Aubel of Limburg, die zaken in bepaalde gevallen voorgelegd zullen worden aan de rechtbanken van het arrondissement Eupen, waarvan die kantons geen deel uitmaken.

5. Bovendien regelt het voorontwerp niet hoe het zal gaan met de zaken die aan de vrederechters of aan de politierechtbanken van de kantons Malmédy, Aubel of Limburg voorgelegd zijn en waarvoor overeenkomstig artikel 5, § 1, en artikel 17, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 de rechtspleging in het Duits wordt gevoerd.

6. Geen enkele overgangsmaatregel is vastgesteld voor het geval dat na een uitspraak in het Duits van bijvoorbeeld de vrederechter van Aubel, de termijn voor het instellen van hoger beroep verstrijkt na de datum waarop alle wetsbepalingen in toepassing zijn gebracht. Moet het hoger beroep dan in het Frans voor de rechtbank van het arrondissement Verviers worden ingesteld of kan dat in het Duits, vóór de rechtbank van het arrondissement Eupen ?

7. Het voorontwerp bevat voorts geen enkele overgangsbepaling die rekening houdt met de territoriale wijzigingen die bij artikel 31 (dat artikel 35 wordt) aangebracht worden in het gerechtelijk kanton Malmédy, waarvan sommige gemeenten overgaan naar het gerechtelijk kanton Sankt-Vith.

.../...

8. Weliswaar bevat het Gerechtelijk Wetboek een artikel 2 dat een oplossing biedt voor wetsconflicten in de tijd maar met die bepaling is bezwaarlijk een passende oplossing te geven aan de verschillende, hiervoren opgeworpen problemen.

9. Artikel 58 zou als volgt kunnen worden gesteld, met dien verstande dat een nieuw artikel moet worden opgenomen om het verder verloop van de zaken die voor de vrederechters en de politierechtbanken te Malmédy, Aubel en Limburg aanhangig zijn, te regelen.

"Artikel 58.-

§ 1. Op de dag van de installatie van de rechtbanken van het arrondissement Eupen worden de zaken die aanhangig zijn bij de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel van het arrondissement Verviers, en die inhhet Duits ingeleid of voortgezet zijn, ambtshalve en kosteloos overgedragen aan de gerechten van het arrondissement Eupen.

§ 2. Bij de in paragraaf 1 genoemde gerechten van het arrondissement Verviers blijven echter de zaken aanhangig die in beraad zijn of waarvan de debatten aan de gang zijn.

Voor de afdoening van de in het eerste lid bedoelde zaken worden de magistraten van de zetel van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, die benoemd zijn in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen,en de magistraten van de zetel van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, die met toepassing van artikel 49 hun ambt tijdelijk in de rechtbank van eerste aanleg te Verviers uitoefenden, geacht deel uit te maken van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers

.../...

§ 3. Paragraaf 2, tweede lid, is toepasselijk op de afdoening van de zaken die voor de rechtbank van eerste aanleg te Verviers in het Frans zijn ingeleid of voortgezet en die in beraad zijn of waarvan de debatten aan de gang zijn.

Artikel 59.-

§ 1. De zaken die bij de vrederechters en bij de politierechtbanken van de kantons Malmédy, Aubel en Limburg aanhangig zijn op de dag van de installatie van de rechtbanken van het arrondissement Eupen en waarvoor overeenkomstig artikel 5, § 1, en artikel 17, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 de rechtspleging in het Duits wordt gevoerd, blijven tot de bevoegdheid van die gerechten behoren.

§ 2. Vanaf de dag van de installatie van de rechtbanken van het arrondissement Eupen wordt het hoger beroep tegen de vonnissen die door de in paragraaf 1 bedoelde gerechten in het Duits zijn gewezen, gebracht voor de rechtbanken van eerste aanleg en van koophandel van het arrondissement Eupen".

Artikel 48 (dat 61 wordt).

Dit artikel - de gemachtigde van de Minister geeft dat toe - is te beknopt gehouden : hoewel de rechtspleging voor de afdeling van de arbeidsrechtbank te Verviers die zitting houdt te Eupen in beginsel in het Duits dient te geschieden, kan de verweerder in limine litis, vragen dat zij in het Frans wordt voortgezet. Het gaat bijgevolg om de toepassing van artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op de afdeling Eupen van de arbeidsrechtbank te Verviers.

.../...

Daar artikel 3 van het voorontwerp artikel 5 van de wet van 1935 opheft en artikel 48 een bepaling is die slechts geldt tot de dag van de installatie van de rechtbanken van het arrondissement Eupen, wordt in overweging gegeven het zoëven genoemde artikel 5 niet te wijzigen en artikel 48 (dat 61 wordt) als volgt te redigeren :

"Artikel 61.-

Tot de in artikel 48 bedoelde datum is artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken toepasselijk op de afdeling Eupen van de arbeidsrechtbank te Verviers".

SLOTOPMERKINGEN.

I.

Het voorontwerp is strikt beperkt tot zijn opzet. Het lijkt echter wenselijk de gelegenheid die het biedt te baat te nemen om de verwijzingen van artikel 39 van de wet van 1935 aan te passen aan de evolutie van de wetgeving.

Het nieuwe artikel zou logischerwijze tussen de artikelen 19 en 20 van het voorontwerp komen en zou het nummer 23 dragen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 23.-

In artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° In het eerste lid worden de woorden "de wet van 28 juni 1932", vervangen door de woorden "de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966".

2° In het tweede lid worden de woorden "in artikel 222 van de wet van 18 juni 1869 voorziene" vervangen door de woorden "in artikel 351 van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven".

II.

Artikel 10 van de wet van 27 mei 1960 tot bescherming tegen het misbruik van economische machtspositie, waarvan het vijfde lid verwijst naar "het ter uitvoering van artikel 58 der wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken getroffen koninklijk besluit" was niet langer meer passend geredigeerd sedert de artikelen 55 tot 59 van de wet van 15 juni 1935 opgeheven waren bij artikel 20, 5°, van de wet van 9 augustus 1963 tot wijziging van het rechtsgebied van sommige gerechten en tot wijziging van de wet van 21 ventôse jaar VII betreffende de inrichting van de bewaring der hypotheken, de wet van 25 ventôse jaar XI, houdende inrichting van het notariaat en de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

De wijziging die artikel 20 van het voorontwerp (dat 24 wordt) aanbrengt in artikel 42 van de wet van 15 juni 1935, waarnaar het zesde lid van artikel 10 van de wet van 27 mei 1960 verwijst, maakt het mogelijk het bepaalde in het vijfde en het zesde lid van dat artikel 10 te vereenvoudigen.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

Artikel 45.- (1)

Artikel 10, vijfde en zesde lid, van de wet van 27 mei 1960 tot bescherming tegen het misbruik van economische machtspositie, wordt vervangen door het volgende lid :

"Artikel 42 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken is op dit artikel van toepassing".

III.

De wet van 27 mei 1974 heeft voor verscheidene eedformules ter zake van gerechtelijk en fiscaal recht een Duitse vertaling gebracht. Eenaaantal van die formules waren reeds vertaald in het koninklijk besluit van 17 juli 1926 tot vaststelling van de Duitse in België gebruikte eedformulieren.

De reden waarom de wetgever zelf de Duitse eedformule heeft vastgesteld, is te vinden in artikel 127 van de Grondwet :

"Geen eed kan worden opgelegd dan krachtens de wet. Deze stelt de formule vast".

.../...

---

(1) Dit artikel en die welke verderop onder III en IV worden voorgesteld, zouden immers logischerwijze ophhet einde van hoofdstuk II moeten komen, na artikel 35 (dat 40, 41, 42, 43 en 44 wordt).

De erkenning van een Duits taalgebied bij artikel 3bis van de Grondwet en de erkenning van een Duitstalige gemeenschap (1) bij artikel 3ter waren - en zijn nog steeds - deugdelijke argumenten.

Aangezien er volgens het onderhavige voorontwerp van wet een gerechtelijk arrondissement komt waarvan de rechtbanken het Duits zullen gebruiken als taal waarin de rechtspleging in beginsel gevoerd wordt (hetgeen betekent dat de magistraten de eed in het Duits zullen afleggen) is het de vraag of de ontworpen wet ook niet de Duitse eedformule behoort vast te stellen, welke formule tot dusver slechts bij koninklijk besluit is bepaald.

Hetzelfde geldt voor de Nederlandse formule van die eed, waarvan tot dusverre alleen het koninklijk besluit van 18 september 1894 (artikel 22) een vertaling geeft.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 46.-

De eedformule die vervat is in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed, wordt in het Nederlands en in het Duits als volgt vastgesteld :

"Ik zweer...".

"Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes".

.../...

---

(1) Indertijd Duitse Cultuurgemeenschap.

IV.

Aangezien de rechtspleging ook voor de militaire gerechten in het Duits kan geschieden, moeten de leden waaruit die gerechten bestaan de eed afleggen in het Duits.

De Franse en de Nederlandse formule van de eed welke afgelegd moet worden door officieren die deel hebben uit te maken van een krijgsraad, staan in artikel 54 van de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger. De eed die afgelegd wordt door de substituut-auditeurs-generaal, de krijgsauditeurs, hun substituten en plaatsvervangers, de hoofdgriffiers, de griffiers en de klerken-griffiers van het Militair Gerechtshof alsook door de hoofdgriffiers van de krijgsraden, is die welke voorgeschreven is bij het decreet van 20 juli 1831 met de toevoeging : "Ik zweer het ambt van ... getrouw waar te nemen" (artikel 131 van dezelfde wet, gewijzigd bij de besluitwet van 16 november 1918 en de wet van 20 december 1957). De voorzitter van het Militair Gerechtshof en de auditeur-generaal leggen de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af (artikel 130 van de voormelde wet van 1899).

Het koninklijk besluit van 17 juli 1926 heeft de Duitse formule van de eed die de voorzitter en de leden van de krijgsraden, alsook de krijgsauditeur moeten afleggen dus ten onrechte vastgesteld op basis van de tekst van de artikelen 394 en 396 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger van 20 juli 1814, die bij de wet van 15 juni 1899 zijn opgeheven. Bijgevolg bestaat er momenteel geen Duitse versie van de in de wet van 1899 vervatte eedformules.

.../...

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 47.-

§ 1. De Duitse formule van de eed die voorgeschreven is bij artikel 54 van de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, wordt vastgesteld als volgt :

"...".

§ 2. De Duitse tekst van de aanvullende volzin van de eed die afgelegd wordt door de personen die opgesomd zijn in artikel 131 van dezelfde wet, gewijzigd bij de besluitwet van 16 november 1918 en bij de wet van 20 december 1957, wordt vastgesteld als volgt :

"Ich schwöre...".

V.

Het lijkt nuttig hier nog eens artikel 60, § 3, van de wet van 15 juni 1935 aan te halen :

"§ 3. Ieder lid van een rechtscollege wordt aangezien als belet, wanneer hij de taal niet kent welke, overeenkomstig deze wet, dient te worden gebruikt. Indien, om reden van dit belet, het onmogelijk is, in een rechtscollege, de zetel samen te stellen, wordt de zaak verwezen naar een andere rechtbank van dezelfde rang en van hetzelfde beroeprechtsgebied.

De verwijzing geschiedt overeenkomstig de artikelen 7 en 20; de beslissing is noch voor verzet noch voor beroep vatbaar".

.../...

Er is reeds op gewezen dat deze paragraaf, wegens de bewoordingen zelf waarin hij gesteld is, geen toepassing kan vinden op het Hof van beroep noch op het Arbeidshof te Luik.

Het is echter overduidelijk dat hij behalve op de vredegerechten evenmin op de gerechten van het nieuwe arrondissement Eupen toepasselijk zal kunnen zijn, omdat verwijzing naar een gerecht van dezelfde orde, dat wettelijk bekwaam is een zaak in het Duits te behandelen, niet mogelijk is. Het probleem zal zich allicht niet voordoen voor de rechtbank van eerste aanleg want deze zal bestaan uit een voorzitter, een ondervoorzitter en drie rechters (artikel 32, 2°, van het voorontwerp), die allen het bewijs van de kennis van het Duits zullen hebben moeten leveren (artikel 24 van het voorontwerp). In de rechtbank van koophandel en in de arbeidsrechtbank zal dat niet noodzakelijk zo zijn. In die gerechten is immers slechts één magistraat van de zetel verplicht het bewijs te leveren van de kennis van het Duits. Die magistraat kan tijdelijk verhinderd zijn wegens ziekte of definitief wegens een wrakingsgrond. Eén enkele van de twee plaatsvervangende rechters waarin voorzien is bij de wet van 14 december 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de plaatsvervangende rechters in de arbeidsrechtbanken en in de rechtbanken van koophandel, zal Duits moeten kennen, krachtens de bepalingen van artikel 24 van het voorontwerp juncto artikel 192 van het Gerechtelijk Wetboek. Is die plaatsvervangende rechter zelf verhinderd, dan kan de in artikel 60, § 3, geopperde onderstelling bewaarheid worden, zonder dat die bepaling een haalbare oplossing voor de moeilijkheid biedt (1). Een soortgelijke moeilijkheid zou ook kunnen

.../...

---

(1) Artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek zou slechts door een gelukkig toeval zulk een oplossing kunnen bieden.

rijzen doordat artikel 24 van het voorontwerp eist dat twaalf rechters in sociale zaken het bewijs van de kennis van het Duits leveren, zonder dat dit aantal uitgesplitst wordt volgens de hoedanigheid waarin zij benoemd zullen zijn (werkgever, arbeider, bediende of zelfstandige).

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers om te kiezen tussen een wijziging van de ontworpen bepalingen en de invoeging van een amendement om de strakke eis van artikel 60, § 3, met betrekking tot het gerechtelijk arrondissement Eupen te milderen. De Raad van State heeft wegens de aard van die keuze gemeend zich van enig voorstel te moeten onthouden.

VI.

Zoals bij de bespreking van de artikelen 36 en volgende uiteen is gezet, behoort het in toepassing brengen van de ontworpen wet in twee fasen te geschieden.

Om die reden wordt het hierna volgende artikel voorgesteld, ter afsluiting van hoofdstuk III, dat aan de overgangsbepalingen gewijd is.

"Artikel 62.-

Tot de in artikel 48 bedoelde datum zijn alleen toepasselijk :

.../...

1° de artikelen 28 en 30 ;

2° artikel 36, § 2 ;

3° de artikelen 37, 38 en 39 ;

4° artikel 46 ;

5° de artikelen 48 tot 57 ;

6° artikel 61".

VII.

Het voorontwerp van wet vertoont een aantal leemten. Zo brengt de oprichting van een gerechtelijk arrondissement te Eupen normaal de oprichting van een Orde van advocaten met zich mee, (zie artikel 430 van het Gerechtelijk Wetboek), dit wil zeggen de splitsing van de huidige balie te Verviers.

Het voorontwerp behoort te worden aangevuld met bepalingen die specifiek zijn voor de advocatuur. Zo moge er bij wijze van voorbeeld op gewezen worden dat artikel 498 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de besluitvorming in de algemene raad van de Nationale Orde van advocaten aan de nieuwe situatie moet worden aangepast. Bovendien zouden overgangsmaatregelen moeten worden genomen in verband met de inschrijving van de advocaten op de tableaus van de Orde van de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen.

Anderzijds zal overeenkomstig artikel 1 van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de organisatie van de kamers van notarissen, een kamer van notarissen moeten worden ingesteld.

.../...

Evenzo zal een kamer van gerechtsdeurwaarders noodzakelijk zijn, zoals bepaald is bij artikel 535 van het Gerechtelijk Wetboek.

De Regering zal erop toe hebben te zien dat alle wets- en verordeningsbepalingen worden vastgesteld die onmisbaar zijn om het nieuwe arrondissement te doen werken.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	R. VAN AELST, J.-J. STRIJCKMANS,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. RIGAUX, C. DESCHAMPS,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	M. VAN GERREWEY,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.